

ACCORD

**LIGNE DE CREDIT POUR LE FINANCEMENT DE
PROJETS DANS LE SECTEUR PRIVE
DE LA ZONE DE L'UNION ECONOMIQUE ET
MONETAIRE OUEST AFRICAINE**

ENTRE

**LA BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE EN AFRIQUE (BADEA)**

ET

**LA BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
(BOAD)**

EN DATE DU ¹³.....NOVEMBRE 2013



ACCORD DE PRET

Accord en date du 13...Novembre 2013 entre la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (ci-après dénommée la BADEA)

Et

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Institution Financière de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, ayant son siège social à Lomé (République Togolaise), (ci-après dénommée BOAD ou l'Emprunteur).

La BADEA et la B-O-A-D étant ci-après désignées ensemble «les Parties» ;

ATTENDU QUE A) L'objectif de la BADEA est de promouvoir le développement économique des pays d'Afrique dans un esprit de solidarité et d'intérêt mutuel et de renforcer ainsi les liens qui unissent les Etats Africains et la Nation Arabe;

ATTENDU QUE B) L'Emprunteur est une institution financière internationale qui a pour objet de promouvoir le développement équilibré de ses Etats membres et de contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'ouest;

ATTENDU QUE C) Les pays membres de l'U.E.M.O.A sont également éligibles aux financements de la BADEA;

ATTENDU QUE D) L'Emprunteur a introduit une requête auprès de la BADEA pour l'ouverture d'une ligne de crédit afin de renforcer ses capacités de financement ;



ATTENDU QUE E) Il a été convenu entre les deux Parties que les fonds de ladite ligne de crédit soient réservés au financement de projets soumis par les promoteurs privés dans les pays de l'U.E.M.O.A ;

ATTENDU QUE F) La BADEA a accepté, compte tenu de ce qui précède, d'accorder à l'Emprunteur un Prêt aux conditions stipulées dans le présent Accord ;

Par ces motifs, les Parties au présent Accord ont convenu de ce qui suit :



ARTICLE PREMIER
CONDITIONS GENERALES-DEFINITIONS

Section 1.01 Les Parties au présent Accord acceptent toutes les dispositions des Conditions Générales des Accords de Prêt et de Garantie de la BADEA, ci-jointes, en date du 28 Octobre 1979, telles qu'amendées à la date du présent Accord, (ci-après dénommées les Conditions Générales), en leur reconnaissant la même force et les mêmes effets que si elles étaient incorporées au présent Accord.

Section 1.02 A moins que le contexte ne requière une interprétation différente, les termes et expressions définis dans les Conditions Générales et dans le Préambule au présent Accord ont, chaque fois qu'ils sont employés dans le présent Accord, les significations figurant dans les Conditions Générales et dans le Préambule. En outre, les termes ci-après ont les significations suivantes:

- a) "Secteurs Cibles" désigne tous les secteurs économiques à l'exception du tourisme, du commerce et de l'immobilier;
- b) "Promoteurs" désigne les promoteurs privés dans les Secteurs cibles;
- c) "Projets Eligibles" désigne les projets substantiellement propriété de ressortissants des Pays membres de l'U.E.M.O.A ou de sociétés privées ou mixtes africaines ou arabo-africaines soumis par les Promoteurs et répondant aux critères d'éligibilité prévus ou visés dans le présent Accord. Les projets d'élevage de porcs, de production ou de distribution de produits d'origine porcine, de production ou de distribution de boissons alcoolisées sont exclus des projets éligibles au financement ;
- d) "Prêt Subsidiaire" désigne le prêt que l'Emprunteur accorde à un Promoteur ;
- e) "Bénéficiaire Final" désigne le Promoteur bénéficiant de Prêt Subsidiaire.



ARTICLE II LE PRET

Section 2.01 La BADEA accepte de prêter à l'Emprunteur, aux conditions stipulées ou visées dans le présent Accord, un montant de dix millions de dollars (\$10.000.000).

Section 2.02 a) L'Emprunteur pourrait, conformément aux dispositions du présent Accord, retirer des fonds du Prêt pour régler le coût raisonnable de dépenses effectuées, ou si la BADEA y consent des dépenses à effectuer pour l'acquisition des biens et services financés dans le cadre d'un Prêt subsidiaire approuvé par la BADEA, conformément aux dispositions de l'accord relatif au Prêt Subsidiaire ;

b) A moins que la BADEA n'en convienne autrement, aucun retrait, au titre d'un Prêt subsidiaire, n'est effectué des fonds du Prêt pour le financement de dépenses (i) antérieures à la date de signature du présent Accord ou (ii) engagées 90 jours avant la date à laquelle la BADEA a reçu la demande et les informations requises, aux termes de la Section (2.03) du présent Accord et relatives audit Prêt Subsidiaire.

Section 2.03 Toute requête de Prêt Subsidiaire que l'Emprunteur introduit à la BADEA pour approbation doit revêtir une forme satisfaisante pour la BADEA et comporter : (i) une description du Promoteur et une évaluation du Projet, y compris un état des dépenses à financer au moyen du Prêt Subsidiaire ; (ii) les conditions proposées pour l'octroi du Prêt Subsidiaire, y compris le tableau d'amortissement dudit Prêt Subsidiaire et (iii) un dossier comportant les éléments d'information de nature technique, financière et économique, permettant à la BADEA de faire une évaluation objective du Projet, du Promoteur et du Prêt Subsidiaire ; (iv) les documents d'analyse établis par l'Emprunteur, les études de faisabilité du Projet et prévisions fournies par le Promoteur ; (v) le cas échéant, à la demande de la BADEA, une étude d'impact sur l'environnement établie par un consultant indépendant ; (vi) tout autre renseignement ou document que la BADEA peut raisonnablement demander.



Section 2.04 La date de clôture est fixée au 31 mars 2016, ou à toute autre date postérieure fixée par la BADEA et notifiée à l'Emprunteur dans les meilleurs délais.

Section 2.05 L'Emprunteur verse des intérêts au taux de quatre pour cent (4%) l'an sur les montants du Prêt décaissés et non encore remboursés.

Section 2.06 Les intérêts et les commissions éventuelles sont payables semestriellement. Les dates de paiement seront fixées en fonction du premier jour du mois qui suit la date du premier décaissement du Compte du Prêt.

Section 2.07 L'Emprunteur rembourse le principal du Prêt en 12 versements semestriels, conformément au tableau d'amortissement figurant à l'Annexe « I » au présent Accord, après l'expiration d'une période de grâce de 4 ans, qui court à partir du premier jour du mois suivant la date du premier décaissement du Compte du Prêt.



ARTICLE III EXECUTION DU PROJET

Section 3.01 L'Emprunteur sera entièrement responsable de la bonne affectation des fonds du Prêt et veillera, à cet effet, au respect des règles et procédures applicables à ses opérations lors de l'octroi des Prêts subsidiaires.

Section 3.02 Les Projets éligibles soumis pour financement, au titre du Prêt, doivent répondre aux critères applicables aux projets financés par l'Emprunteur. L'identification de ces Projets, leur préparation, évaluation et le suivi de leur exécution, se feront conformément aux procédures applicables aux opérations de l'Emprunteur.

Section 3.03 Les projets soumis pour financement sur les fonds du Prêt, doivent avoir été sélectionnés selon les procédures de l'Emprunteur, tout en s'assurant de leur faisabilité technique, de leur rentabilité financière et de l'analyse concluante des risques les concernant. Les projets ainsi sélectionnés seront soumis pour approbation préalable de la BADEA.

Section 3.04 a) A moins que la BADEA n'en convienne autrement, l'Emprunteur s'engage à ce que les Prêts subsidiaires soient accordés à des conditions garantissant que l'Emprunteur obtienne, au terme d'un contrat écrit, ou par tout autre moyen juridique approprié, des droits suffisants pour protéger les intérêts de la BADEA et de l'Emprunteur et notamment le droit de l'Emprunteur :

1. d'exiger que le Bénéficiaire Final réalise le Projet tel que convenu avec l'Emprunteur ;
2. d'utiliser le Prêt Subsidiaire exclusivement pour la réalisation du Projet ;
3. d'exiger que le Bénéficiaire Final exécute et gère le Projet avec la diligence et l'efficacité requises, selon des méthodes techniques, financières et de gestion appropriées et qu'il tienne, à cet effet, les écritures nécessaires ;



4. d'exiger du Bénéficiaire Final: (i) que les biens et services financés au moyen des fonds du prêt soient acquis à un prix raisonnable, compte tenu d'autres facteurs pertinents tels que les délais de livraison, l'efficacité et la fiabilité des biens, l'existence d'un service d'entretien et de pièces détachées nécessaires auxdits biens et, dans le cas des services, de la qualité de ces services et de la compétence des personnes qui les rendent, et (ii) que ces biens et services soient affectés exclusivement à l'exécution du Projet ;
5. d'inspecter, seul ou conjointement avec les représentants de la BADEA, si la BADEA le demande, lesdits biens, ainsi que les chantiers, travaux, usines et constructions compris dans le Projet, leur exploitation et tous les documents et écritures y afférents ;
6. de suspendre, ou de mettre fin aux droits du Promoteur d'utiliser les fonds du Prêt au cas où ledit Promoteur manque à l'une de ses obligations en vertu du contrat passé avec l'Emprunteur.

b) L'Emprunteur veille à exercer ses droits concernant chaque Projet de manière à protéger ses propres intérêts et ceux de la BADEA et à accomplir les objectifs du Projet.

c) L'Emprunteur soumet à la BADEA, pour approbation préalable toute modification importante qu'il envisage d'apporter aux dispositions de tout Prêt Subsidaire approuvé.

Section 3.05 Aucun manquement de la part du Bénéficiaire Final à honorer un engagement envers l'Emprunteur ne sera opposable à la BADEA.



ARTICLE IV DISPOSITIONS PARTICULIERES

Section 4.01 L'Emprunteur s'engage à utiliser le produit du Prêt, en vue de l'octroi de Prêts subsidiaires finançant des projets approuvés conformément au présent Accord.

Section 4.02 L'Emprunteur informe la BADEA de toute mesure envisagée, qui aurait pour effet, de compromettre sa nature ou sa gestion ou de modifier de façon substantielle sa politique d'intervention, et donne à la BADEA toute possibilité raisonnable de procéder à des échanges de vues, au sujet du Prêt objet du présent Accord, avant que ne soit prise ladite mesure.

Section 4.03 L'Emprunteur s'engage à respecter, tant qu'une obligation en vertu du présent Accord lui est opposable, les limites à ses opérations, les règles relatives à la gestion des risques ainsi que les ratios de prudence financière et comptable, prévus par les textes régissant ses activités.

Section 4.04 L'Emprunteur ne procède au remboursement anticipé d'aucune dette en cours si, de l'avis de la BADEA, un tel remboursement est de nature à compromettre sa capacité de faire face à ses obligations financières.

Section 4.05 L'Emprunteur s'engage, à appliquer aux Prêts subsidiaires, les procédures et conditions financières prévues par l'Annexe III au présent Accord.

Section 4.06 L'Emprunteur s'engage, à ne pas modifier les contrats relatifs aux Prêts Subsidiaires sans l'accord préalable de la BADEA.

Section 4.07 L'Emprunteur fournira et produira à la BADEA, tout document et renseignement, que la BADEA pourra raisonnablement demander concernant le financement et l'exécution des Projets, ainsi que l'activité et la situation financière des Bénéficiaires Finaux et informera la BADEA de tout fait ou événement pouvant compromettre l'exécution des obligations lui incombant aux termes du présent Accord. L'Emprunteur transmettra notamment à la



BADEA : a) des rapports périodiques de suivi trimestriels et annuels sur l'affectation de la Ligne de Crédit, b) son rapport annuel d'audit intégrant les aspects comptables, techniques, économiques et financiers de la gestion des fonds de la Ligne de Crédit, et c) un rapport final, au plus tard quarante cinq jours après la clôture de la ligne de crédit, sur l'utilisation de la ligne de crédit et l'accomplissement des ses objectifs.



ARTICLE V
ANNULATION - SUSPENSION - EXIGIBILITE ANTICIPEE

Section 5.01 Aux fins d'application de la Section (8.02) des Conditions Générales, les faits ci-après sont également spécifiés conformément aux dispositions du Paragraphe (1-g) de ladite Section:

- (a) l'Emprunteur manque à l'exécution de tout engagement résultant du présent Accord ;
- (b) une situation exceptionnelle se produit rendant improbable l'exécution par l'Emprunteur des obligations résultant du présent Accord ;
- (c) une modification, de nature à compromettre les procédures, les politiques propres aux opérations ou la gestion de l'Emprunteur, se produit, de façon à affecter négativement de manière évidente la capacité de l'Emprunteur à gérer la Ligne de crédit ;
- (d) une mesure quelconque a été prise par l'Emprunteur ou toute autre Autorité compétente, en vue de la dissolution, la liquidation ou de la cessation des opérations de l'Emprunteur.

Section 5.02 Aux fins d'application de la Section (9.01) des Conditions Générales, les faits ci-après sont également spécifiés, conformément aux dispositions du paragraphe (g) de ladite Section, à savoir:

- a) l'un quelconque des faits spécifiés aux paragraphes (a) et (b) de la Section (5.01) du présent Accord survient et persiste pendant 60 jours après notification donnée par la BADEA à l'Emprunteur;
- b) l'un quelconque des faits spécifiés aux paragraphes (c) et (d) de la Section (5.01) du présent Accord est survenu.

Section 5.03 Dans le cas où le droit de l'Emprunteur d'effectuer des retraits des fonds du Prêt est suspendu pour un montant quelconque du Prêt pendant 30 jours consécutifs, la BADEA peut aviser l'Emprunteur, par voie de notification, qu'elle met fin au droit de l'Emprunteur d'effectuer des retraits au titre dudit montant. A compter de cette notification ledit montant est annulé.



ARTICLE VI
DATE D'ENTREE EN VIGUEUR - TERMINAISON

Section 6.01 Au sens de la Section (12.01)(b) des Conditions Générales, l'entrée en vigueur de l'Accord de Prêt est également subordonnée à la condition suivante :

- Approbation de l'Accord de Prêt par le Conseil d'Administration de l'Emprunteur.

Section 6.02 L'Accord de Prêt entre en vigueur, à la date à laquelle la BADEA envoie par fax ou par E-mail, à l'Emprunteur notification de son acceptation des preuves fournies conformément à la Section (12.01) des Conditions Générales.

Section 6.03 La date du 31 mars 2014 est spécifiée aux fins d'application de la Section (12.04) des Conditions Générales.



ARTICLE VII
REPRESENTATION DE L'EMPRUNTEUR - ADRESSES

Section 7.01 Le Président de la BOAD ou toute autre personne, qu'il désignera, est le représentant de l'Emprunteur aux fins d'application de la Section (11.03) des Conditions Générales.

Section 7.02 Les adresses ci-dessous sont spécifiées aux fins d'application de la Section (11.01) des Conditions Générales.

Pour la BADEA:

La Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
B.P. 2640, Khartoum 11111

République du Soudan

Tél.: (249-183) 773646 ou 773709

Fax: (249 -183) 770600 ou 770498

E-mail: badea@badea.org

Pour l'Emprunteur:

Banque Ouest Africaine de Développement
68, Avenue de la Libération
BP 1172, Lomé

Lomé - République Togolaise

Tél.: (+228) 22 21 59 06 / 22 21 42 44

Fax: (+228) 22 21 52 67 / 22 21 72 69

E-mail: boadsiege@boad.org



En FOI DE QUOI, les Parties au présent Accord, agissant par l'intermédiaire de leur Représentant dûment autorisé à cet effet, ont fait signer le présent Accord en leur nom respectif à Lomé, les jour, mois et an que dessus. Le présent Accord est établi en double exemplaire arabe et français, le texte français étant conforme au texte arabe qui seul fait foi.

Banque Arabe pour le Développement
Economique en Afrique



Par

Abdelaziz Khelef
Directeur Général

Banque Ouest Africaine de
Développement

Par

Christian ADOVELANDE
President

ANNEXE " I "
TABEAU D'AMORTISSEMENT
LIGNE DE CREDIT POUR LE FINANCEMENT DE PROJETS DANS LE SECTEUR
PRIVE DE LA ZONE DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST
AFRICAIN

Versements

Remboursement du Principal
(exprimé en dollars)

1.	746.000.00
2.	761.000.00
3.	776.000.00
4.	791.000.00
5.	807.000.00
6.	823.000.00
7.	840.000.00
8.	856.000.00
9.	874.000.00
10.	891.000.00
11.	909.000.00
12.	926.000.00



ANNEXE "II"DESCRIPTION DE LA LIGNE DE CREDITa) Objectifs

L'octroi de la ligne de crédit a pour objectif de contribuer à la promotion et au développement du secteur privé dans les huit pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. Il permettra à la BOAD de disposer de nouvelles ressources, lui permettant de faire face, aux requêtes de financement des entreprises du secteur privé, ce qui contribuera à la réduction du chômage et à l'amélioration des conditions de vie des populations.

b) Responsabilité de la gestion de la ligne de crédit

L'Emprunteur sera responsable de la gestion des fonds du Prêt.

A cet effet, l'Emprunteur veillera au respect des textes et des procédures applicables à ses opérations de financement.

La gestion de la ligne de crédit, sera de la responsabilité de la Direction de la Mobilisation des Ressources et de la Trésorerie de l'Emprunteur, qui veillera à l'affectation des fonds de la ligne de crédit aux projets éligibles en coordination avec les départements et directions concernés de l'Emprunteur.

c) Affectation des fonds de la ligne de crédit

La Ligne de Crédit sera destinée aux financements directs des projets dans les Secteurs Cibles. Le montant de chaque prêt subsidiaire accordé, sera de trois millions (\$ 3.000.000) de dollars au moins et plafonné à dix millions (\$10.000.000) de dollars au plus et ne saura excéder 50 % du coût total du projet.

Le choix des projets éligibles au financement, se fera en concertation entre la BADEA et la BOAD.



ANNEXE "III"
CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE DECAISSEMENT
ET DE RECOUVREMENT

a) Conditions financières des Prêts subsidiaires:

- Taux d'intérêt maximal : 10.2 % l'an.
- Durée : de 3 à 10 ans
- Période de grâce: de 1 à 3 an.

b) Modalités de décaissement des fonds de la ligne de crédit:

L'Emprunteur transmettra, aussitôt après l'entrée en vigueur de l'Accord de Prêt, les noms et les qualités des personnes habilitées à signer les demandes de décaissement sur la ligne de crédit, ainsi que les spécimens de leurs signatures.

Après l'approbation d'un Projet éligible et dont les conditions de décaissement sont satisfaites, l'Emprunteur transmettra à la BADEA, une demande de décaissement dûment signée par l'Autorité compétente, avec à l'appui, les documents justificatifs nécessaires.

La BADEA instruira, avec la célérité requise, la demande de décaissement et procèdera au transfert des fonds dont le paiement est justifié.

c) Procédures de recouvrement des Prêts subsidiaires:

Le recouvrement des prêts subsidiaires, se fera selon les procédures de l'Emprunteur.

Il est entendu, que l'Emprunteur assume l'entière responsabilité vis-à-vis de toute défaillance de remboursement des Prêts Subsidiaires et la BADEA n'en assume aucune responsabilité.



BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
EN AFRIQUE

Traduction non officielle
du texte arabe original
qui seul fait foi

LES CONDITIONS GENERALES
DES ACCORDS DE PRET ET DE GARANTIE



28 Octobre 1979

BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
EN AFRIQUE

LES CONDITIONS GENERALES
DES ACCORDS DE PRET ET DE GARANTIE

TABLE DES MATIERES

ARTICLES	TITRES	PAGE
ARTICLE PREMIER	APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES.....1	
Section 1.01.	Application aux Accords de Prêt et de Garantie1	
Section 1.02.	Incompatibilité avec les Accords de Prêt et de Garantie1	
ARTICLE II	DEFINITIONS1	
Section 2.01.	Définitions1	
Section 2.02.	Références3	
Section 2.03.	Titres des Articles et des Sections3	
ARTICLE III	COMPTE DE PRET-INTERETS ET AUTRES CHARGES- REMBOURSEMENT-LIEU DE PAIEMENT3	
Section 3.01.	Compte de Prêt3	
Section 3.02.	Intérêts3	
Section 3.03.	Commission d'engagement3	
Section 3.04.	Commission d'engagement supplémentaire4	
Section 3.05.	Calcul des intérêts et Commissions4	
Section 3.06.	Remboursement4	
Section 3.07.	Lieu de Paiement4	
ARTICLE IV	DISPOSITIONS RELATIVES AUX MONNAIES4	
Section 4.01.	Monnaies dans lesquelles sont effectuées les opérations financières4	
Section 4.02.	Détermination de la valeur des monnaies5	
ARTICLE V	RETRAIT ET UTILISATION DES FONDS DU PRET5	
Section 5.01.	Retrait du Compte de Prêt5	
Section 5.02.	Engagements spéciaux de la BADEA6	
Section 5.03.	Demande de retrait ou d'engagement spécial6	

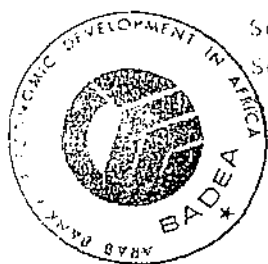


TABLE DES MATIERES (SUITE)

ARTICLE	TITRES	PAGE
Section 5.04.	Justifications	6
Section 5.05.	Caractère probant des demandes et des pièces fournies à l'appui	6
Section 5.06.	Affectation des Fonds du Prêt et Acquisition des biens	6
Section 5.07.	Affectation des biens	6
Section 5.08.	Versements par la BADEA	7
ARTICLE VI	RANG PRIORITAIRE DU PRET-IMPOTS ET RESTRICTIONS- IMMUNITES ET PRIVILEGES DE LA BADEA	7
Section 6.01.	Rang prioritaire du Prêt	7
Section 6.02.	Impôts	8
Section 6.03.	Restrictions	8
Section 6.04.	Immunités et Privilèges de la BADEA	8
ARTICLE VII	COOPERATION ET INFORMATION	8
Section 7.01.	Coopération et Information	8
ARTICLE VIII	ANNULATION - SUSPENSION	9
Section 8.01.	Annulation par l'Emprunteur	9
Section 8.02.	Suspension par la BADEA	9
Section 8.03.	Annulation par la BADEA	11
Section 8.04.	Effet de l'annulation ou de la suspension par la BADEA sur les montants faisant l'objet d'un engagement spécial	11
Section 8.05.	Effet de l'annulation sur les échéances de remboursement du Prêt	11
ARTICLE IX	EXIGIBILITE ANTICIPEE	11
Section 9.01.	Manquements	11
ARTICLE X	FORCE OBLIGATOIRE DE L'ACCORD DE PRET ET DE L'ACCORD DE GARANTIE- NON-EXERCICE D'UN DROIT - ARBITRAGE	13



TABLE DES MATIERES

ARTICLES	TITRES	PAGE
Section 10.01.	Maintien en vigueur des dispositions de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie après suspension, annulation ou exigibilité anticipée	13
Section 10.02.	Force obligatoire	13
Section 10.03.	Non-exercice d'un droit	13
Section 10.04.	Arbitrage	13
ARTICLE XI	DISPOSITIONS DIVERSES	15
Section 11.01.	Notifications et Demandes	15
Section 11.02.	Attestation de Pouvoirs	16
Section 11.03.	Représentation de l'Emprunteur ou du Garant	16
ARTICLE XII	DATE D'ENTREE EN VIGUEUR-TERMINALSON	17
Section 12.01.	Conditions préalables à l'Entrée en Vigueur de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie	17
Section 12.02.	Consultations Juridiques ou Certificats	17
Section 12.03.	Date d'Entrée en Vigueur	17
Section 12.04.	Terminaison de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie pour défaut d'Entrée en Vigueur	18
Section 12.05.	Terminaison de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie après paiement intégral	18



LES CONDITIONS GENERALES
DES ACCORDS DE PRET ET DE GARANTIE

En date du 28 Octobre 1979

ARTICLE PREMIER

APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES

Section 1.01. APPLICATION AUX ACCORDS DE PRET ET DE GARANTIE. Les présentes Conditions Générales contiennent les dispositions applicables aux prêts consentis par la BADEA. Elles s'appliquent à tous les accords de prêt et de garantie conclus à l'occasion desdits prêts dans la mesure prévue par lesdits accords et sous réserves de modifications stipulées dans lesdits accords. Il est entendu toutefois que lorsque le prêt est consenti à un Etat, les dispositions des présentes Conditions Générales se référant à "l'Etat-Garant", au "Garant" et à "l'Accord de Garantie" ne sont pas applicables.

Section 1.02. INCOMPATIBILITE AVEC LES ACCORDS DE PRET ET DE GARANTIE. En cas d'incompatibilité entre une disposition quelconque d'un accord de prêt ou d'un accord de garantie et une disposition des présentes Conditions Générales, la disposition de l'accord de prêt ou de l'accord de garantie, selon le cas, prévaut.

ARTICLE II

DEFINITIONS

Section 2.01. DEFINITIONS. A moins que le contexte ne requière une interprétation différente, les termes et expressions ci-après ont, chaque fois qu'ils sont employés dans les présentes Conditions Générales, les significations suivantes:

- 1) le terme "BADEA" désigne la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique;
- 2) l'expression "Accord de Prêt" désigne l'accord de prêt, tel qu'amendé, le cas échéant, auquel s'appliquent les présentes Conditions Générales. Cette expression désigne également les présentes Conditions Générales, telles qu'elles sont rendues applicables, tous les accords comportant l'Accord de Prêt et toutes les annexes audit Accord;

le terme "Prêt" désigne le prêt faisant l'objet de l'Accord de Prêt;



- 4) le terme "Etat-Emprunteur" ou "Emprunteur" désigne la partie à l'Accord de Prêt à laquelle le Prêt est octroyé;
- 5) l'expression "Accord de Garantie" désigne l'Accord auquel s'appliquent les présentes Conditions Générales, tel qu'amendé, le cas échéant, conclu entre la BADEA et un Etat ou tout organisme en vue de garantir le Prêt. Cette expression désigne également les présentes Conditions Générales telles qu'elles sont rendues applicables, tous les accords complétant l'Accord de Garantie et toutes les annexes audit Accord;
- 6) le terme "Etat-Garant" ou "Garant" désigne l'Etat ou l'organisme qui est partie à l'Accord de Garantie;
- 7) le terme "dollar" et le signe "\$" désignent la monnaie des Etats Unis d'Amérique;
- 8) le terme "Projet" désigne le projet ou le programme pour lequel le prêt est accordé, ainsi que les services et les études y afférents, tels que décrits dans l'Accord de Prêt, y compris les modifications qui pourraient être apportées à la description dudit projet ou dudit programme d'un commun accord entre la BADEA et l'Emprunteur;
- 9) le terme "biens" désigne le matériel, les fournitures, les ouvrages et les autres services nécessaires au Projet. Chaque fois qu'il est fait référence au coût de l'un quelconque de ces biens, ledit coût est réputé comprendre le coût de l'importation dudit bien dans les territoires de l'Etat-Emprunteur ou de l'Etat sur lesquels le Projet est réalisé;
- 10) l'expression "Date d'Entrée en vigueur" désigne la date à laquelle l'Accord de Prêt et l'Accord de Garantie entrent en vigueur et prennent effet conformément à la Section 12.03;
- 11) l'expression "Compte de Prêt" désigne le compte, ouvert par la BADEA dans ses livres au nom de l'Emprunteur, qui est crédité du montant du Prêt;
- 12) le terme "impôts" désigne les impôts, prélèvements, redevances et droits de toute nature en vigueur à la date de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie ou imposés ultérieurement;



13) le terme "sûreté réelle" désigne les hypothèques, nantissements, droits d'affectation, privilèges et droits de préférence de toute sorte;

14) l'expression "Date de Clôture" désigne la date, spécifiée dans l'Accord de Prêt, à partir de laquelle la BADEA peut, par voie de notification à l'Emprunteur, mettre fin au droit de celui-ci de retirer du Compte de Prêt tout montant non encore retiré dudit compte.

Section 2.02. REFERENCES. Les Articles et Sections auxquels il est fait référence dans les présentes Conditions Générales sans autre précision sont ceux desdites Conditions Générales.

Section 2.03. TITRES DES ARTICLES ET DES SECTIONS. Les titres des Articles et des Sections et la Table des Matières ont été insérés dans les présentes Conditions Générales pour faciliter sa lecture mais n'en font pas partie intégrante.

ARTICLE III

COMPTE DE PRET - INTERETS ET AUTRES CHARGES - REMBOURSEMENT - LIEU DE PAIEMENT

Section 3.01. COMPTE DE PRET. Le Compte de Prêt est crédité du montant du Prêt que l'Emprunteur peut retirer dudit Compte conformément aux dispositions de l'Accord de Prêt et des présentes Conditions Générales et selon la procédure spécifiée par la BADEA.

Section 3.02. INTERETS. L'Emprunteur paie, sur les montants retirés du Compte de Prêt et non encore remboursés, des intérêts dont le taux est stipulé dans l'Accord de Prêt. Ces intérêts commencent à courir, pour chaque montant, à partir de la date du retrait dudit montant.

Section 3.03. COMMISSION D'ENGAGEMENT.*



La commission d'engagement a été annulée en vertu de la décision du Conseil d'Administration prise lors de sa session du 19 juin 1988.

Section 3.04. COMMISSION D'ENGAGEMENT SUPPLEMENTAIRE. L'Emprunteur paie une commission d'engagement supplémentaire au taux de un demi de un pour cent (0,50%) l'an sur le principal de tout engagement spécial contracté par la BADEA, à la demande de l'Emprunteur, conformément à la Section 5.02 et non encore remboursé.

Section 3.05. CALCUL DES INTERETS ET COMMISSIONS. Pour toute période inférieure à un an, les intérêts et commissions sont calculés sur la base d'une année de 360 jours, divisée en douze mois de trente jours.

Section 3.06. REMBOURSEMENT. (a) L'Emprunteur rembourse le principal du Prêt retiré du Compte de Prêt conformément au tableau d'amortissement figurant en annexe à l'Accord de Prêt.

(b) L'Emprunteur a le droit, à condition de payer tous les intérêts et autres charges échus, de rembourser par anticipation (a) le montant total du principal du Prêt retiré et non encore remboursé, ou (b) le montant total du principal dû au titre d'une ou de plusieurs échéances de remboursement, à condition toutefois qu'à la date dudit remboursement anticipé il n'existe aucune portion de Prêt non encore remboursée dont l'échéance soit postérieure à la portion devant faire l'objet du remboursement anticipé.

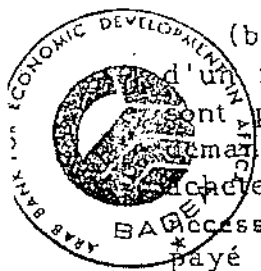
Section 3.07. LIEU DE PAIEMENT. Le remboursement du principal du Prêt ainsi que le paiement des intérêts et charges y afférents sont effectués en tels lieux que la BADEA peut raisonnablement désigner.

ARTICLE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX MONNAIES

Section 4.01. MONNAIES DANS LESQUELLES SONT EFFECTUEES LES OPERATIONS FINANCIERES. (a) Toutes les opérations financières effectuées en vertu de l'Accord de Prêt sont calculées en dollars. les retraits du Compte de Prêt ainsi que le remboursement du principal du Prêt et le paiement des intérêts et autres charges y afférents sont effectués en dollars.

(b) Si les dépenses qui doivent être financées au moyen des fonds d'un retrait donné conformément à l'Accord de Prêt ont été payées ou sont payables en une monnaie autre que le dollar, la BADEA, à la demande de l'Emprunteur et en qualité de mandataire de celui-ci, peut acheter avec des dollars le montant de ladite autre monnaie, nécessaire au règlement desdites dépenses, et le montant en dollars payé par la BADEA pour ledit achat est réputé avoir été retiré des fonds du Prêt.



(c) La BADEA peut, à la demande de l'Emprunteur et en qualité de mandataire de celui-ci, acheter les dollars dont l'Emprunteur a besoin pour rembourser le principal du Prêt ou pour payer les intérêts et autres charges dus aux termes de l'Accord de Prêt, à condition que l'Emprunteur lui verse à cet effet les fonds nécessaires dans une monnaie ou des monnaies acceptables par la BADEA. Ledit remboursement ou ledit paiement n'est réputé avoir été effectué conformément aux dispositions de l'Accord de Prêt qu'à la date et dans la mesure où la BADEA a effectivement reçu ces dollars.

Section 4.02. DETERMINATION DE LA VALEUR DES MONNAIES. Chaque fois qu'il est nécessaire, aux fins d'application de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie, de déterminer la contre-valeur d'une monnaie dans une autre monnaie, cette contre-valeur est déterminée par la BADEA selon le taux de change en vigueur à la date de cette détermination.

ARTICLE V

RETRAIT ET UTILISATION DES FONDS DU PRET

Section 5.01. RETRAIT DU COMPTE DE PRET. (a) L'Emprunteur a le droit de retirer du Compte de Prêt les sommes déjà dépensées au titre du Projet, ou si la BADEA y consent, les sommes nécessaires au règlement des dépenses à effectuer à ce titre, conformément aux dispositions de l'Accord de Prêt et des présentes Conditions Générales et selon les règles et la procédure déterminées par la BADEA.

(b) Aucun retrait n'est effectué des fonds du Prêt pour le financement:

- i) de dépenses antérieures à la date de la signature de l'Accord de Prêt, à moins que la BADEA n'en convienne autrement;
- ii) de biens achetés avec la monnaie de l'Etat-Emprunteur ou de l'Etat dans lequel le Projet est réalisé, à moins que la BADEA n'en convienne autrement;
- iii) d'impôts, d'une façon directe ou indirecte, imposés par l'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant, ou exigibles sur ses territoires ou dans l'Etat du siège de l'Emprunteur ou du Garant ou dans l'Etat dans lequel le Projet est réalisé, sur des biens ou des services, ou sur l'importation, la fabrication, la production, l'acquisition ou la fourniture de ces biens ou services.



Section 5.02. ENGAGEMENTS SPECIAUX DE LA BADEA. A la demande de l'Emprunteur et suivant les conditions convenues entre la BADEA et l'Emprunteur, la BADEA peut contracter par écrit des engagements spéciaux l'obligeant à verser à l'Emprunteur ou à des tiers, certaines sommes destinées à couvrir le coût des biens devant être financés au titre de l'Accord de Prêt et ce, nonobstant toute suspension ou annulation à tout moment ultérieur par la BADEA ou par l'Emprunteur.

Section 5.03. DEMANDES DE RETRAIT OU D'ENGAGEMENT SPECIAL. Lorsque l'Emprunteur désire retirer une somme du Compte de Prêt ou demander à la BADEA de contracter un engagement spécial conformément à la Section 5.02, l'Emprunteur remet à la BADEA une demande écrite revêtant la forme et comportant les déclarations et accords nécessaires qui peuvent être raisonnablement demander par la BADEA. A moins que la BADEA et l'Emprunteur n'en conviennent autrement, les demandes de retrait, accompagnées de tous les documents requis par le présent Article, doivent être présentées sans délai, au fur et à mesure des dépenses relatives au Projet.

Section 5.04. JUSTIFICATIONS. L'Emprunteur remet à la BADEA, à l'appui de toute demande de retrait, tous documents et autres justifications que la BADEA peut raisonnablement demander, soit avant d'autoriser, soit après avoir autorisé le retrait faisant l'objet de ladite demande.

Section 5.05. CARACTERE PROBANT DES DEMANDES ET DES PIECES FOURNIES A L'APPUI. Les demandes de retrait et les documents et autres justifications fournis à l'appui desdites demandes doivent suffire, quant à leur forme et quant à leur fond, à établir à la satisfaction de la BADEA que l'Emprunteur est habilité à retirer du Compte de Prêt les sommes demandées et que lesdites sommes ne seront utilisées qu'aux fins stipulées dans l'Accord de Prêt.

Section 5.06. AFFECTATION DES FONDS DU PRET ET ACQUISITION DES BIENS. L'Emprunteur s'oblige à affecter les fonds du Prêt exclusivement au règlement du coût raisonnable des biens nécessaires à l'exécution du Projet. A moins que la BADEA n'en convienne autrement, lesdits biens sont acquis conformément aux règles et procédures prescrites à cet effet à la BADEA.

Section 5.07. AFFECTATION DES BIENS. A moins que la BADEA n'en convienne autrement, l'Emprunteur s'engage à ce que tous les biens financés au moyen du Prêt soient affectés exclusivement à l'exécution du Projet.



Section 5.08. VERSEMENTS PAR LA BADEA. La BADEA règle exclusivement à l'Emprunteur ou à son ordre les sommes qu'il a le droit de retirer du Compte de Prêt.

ARTICLE VI

RANG PRIORITAIRE DU PRET - IMPOTS ET RESTRICTIONS- IMMUNITES ET PRIVILEGES DE LA BADEA

Section 6.01. RANG PRIORITAIRE DU PRET. (a) La BADEA et l'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant conviennent qu'aucune autre dette extérieure ne bénéficie d'un rang prioritaire par rapport au Prêt du fait d'une sûreté réelle constituée ultérieurement sur des biens de l'Etat. A cette fin, à moins que la BADEA n'en convienne autrement, l'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant s'engage à ce que toute sûreté réelle constituée sur l'un quelconque de ses biens en vue de garantir toute dette extérieure, garantisse ipso-facto et à titre gratuit pour la BADEA, également et proportionnellement, le principal du Prêt, les intérêts et autres charges y afférents, et à ce que, lors de la constitution de ladite sûreté réelle, des dispositions expresses soient prévues à cet effet. Il est entendu toutefois que les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas à:

- i) toute sûreté réelle constituée sur un bien, à l'époque de l'achat dudit bien, à seule fin de garantir le paiement du prix d'achat dudit bien;
- ii) toute sûreté réelle constituée sur des biens commerciaux pour garantir une dette venant à échéance un an au maximum après la date à laquelle elle est contractée et devant être réglée au moyen du produit de la vente desdits biens commerciaux;
- iii) toute sûreté réelle constituée dans le cours ordinaire des transactions bancaires et garantissant une dette venant à échéance un an au maximum après la date à laquelle elle est contractée.

(h) Au sens de la présente Section, l'expression "biens de l'Etat" désigne tous les biens appartenant à l'Etat-Emprunteur ou à l'Etat-Garant ou à l'une quelconque de ses subdivisions politiques ou administratives ou à un organisme quelconque détenu ou contrôlé par ledit Etat ou par l'une de ses



subdivisions, ou géré pour le compte dudit Etat ou de l'une de ses subdivisions, y compris tout organisme remplissant les fonctions de banque centrale ou de fonds de stabilisation des changes dudit Etat ou remplissant des fonctions analogues pour cet Etat.

Section 6.02. IMPOTS. (a) Le remboursement du principal du Prêt et le paiement des intérêts et charges y afférents sont exonérés de tout impôt et effectués nets de toute retenue d'impôts perçus par l'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant ou exigibles sur ses territoires.

(b) L'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant paie tout impôt perçu sur, ou à l'occasion de, la signature, la publication, la remise ou l'enregistrement de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie en vertu:

- i) de la législation de l'Etat-Emprunteur ou de l'Etat-Garant ou de la législation en vigueur sur ses territoires; ou
- ii) de la législation de tout pays dans la monnaie duquel le Prêt est remboursable, ou de la législation en vigueur dans ce pays.

Section 6.03. RESTRICTIONS. Le remboursement du principal du Prêt et le paiement des intérêts et charges y afférents sont exemptés de toutes restrictions imposées par la législation de l'Etat-Emprunteur ou de l'Etat-Garant, ou la législation en vigueur sur ses territoires.

Section 6.04. IMMUNITES ET PRIVILEGES DE LA BADEA. (a) L'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant considère comme confidentiels tous les documents, registres, archives, correspondance et autres documents de même nature de la BADEA, et les exempte de toute censure et inspection sur ses territoires.

(b) Tous les biens et revenus de la BADEA jouissent dans les territoires de l'Etat-Emprunteur ou de l'Etat-Garant de l'immunité totale contre la nationalisation, la confiscation, la saisie et le séquestre.

ARTICLE VII

COOPERATION ET INFORMATION

Section 7.01. COOPERATION ET INFORMATION. (a) La BADEA, l'Emprunteur et l'Etat-Garant coopèrent étroitement en vue d'assurer la réalisation des objectifs du Prêt. A cette fin, à la demande de l'une quelconque des parties, la



BADEA, l'Emprunteur et le Garant:

- i) Procèdent par l'intermédiaire de leurs représentants, à des échanges de vues concernant l'état d'avancement du Projet, les avantages qui en découlent et l'exécution des obligations incombant à chacune des parties en vertu de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie, ainsi que toute autre question se rapportant à l'objet du Prêt;
- ii) Fournissent à ladite partie toutes les informations qui peuvent être raisonnablement demandées sur l'état d'avancement du Projet, les avantages qui en découlent et la situation générale du Prêt.

(b) L'Emprunteur et le Garant informent la BADEA dans les meilleurs délais de toute circonstance qui entrave ou risque d'entraver l'avancement du Projet, la réalisation des objectifs du Prêt (y compris toute augmentation importante du coût du Projet), le service des paiements y afférents ou l'exécution par l'une quelconque des parties des obligations lui incombant en vertu de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie.

(c) L'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant donne aux représentants accrédités de la BADEA toutes les facilités raisonnables de se rendre sur toute partie de ses territoires à des fins se rapportant au Prêt.

ARTICLE VIII

ANNULATION - SUSPENSION

Section 8.01. ANNULATION PAR L'EMPRUNTEUR. L'Emprunteur peut, par voie de notification à la BADEA, annuler tout montant du Prêt qu'il n'a pas retiré avant la date de ladite notification. Il est entendu néanmoins que l'Emprunteur ne peut faire usage de cette faculté à l'égard de tout montant du Prêt ayant fait l'objet d'un engagement spécial de la part de la BADEA conformément à la Section 5.02.

Section 8.02. SUSPENSION PAR LA BADEA. 1. Si l'un des faits énumérés ci-dessous survient et persiste, la BADEA peut par voie de notification à l'Emprunteur et au Garant, suspendre en tout ou en partie le droit de l'Emprunteur d'effectuer des retraits du Compte de Prêt:



- (a) L'Emprunteur manque à ses obligations relatives au remboursement du principal du Prêt, au paiement des intérêts ou à tout autre paiement requis conformément à l'Accord de Prêt ou à tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et l'Emprunteur;
- (b) Le Garant manque à ses obligations relatives au remboursement du principal du Prêt, au paiement des intérêts ou à tout autre paiement requis conformément à l'Accord de Garantie ou à tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et le Garant;
- (c) L'Emprunteur ou le Garant manque à toute autre obligation qui lui incombe en vertu de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie ou de tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et l'Emprunteur ou entre la BADEA et le Garant;
- (d) Le droit de l'Emprunteur de retirer les fonds provenant de tout autre prêt, crédit ou subvention accordé à l'Emprunteur pour le financement du Projet est suspendu ou annulé en tout ou en partie et l'Emprunteur n'a pu obtenir de fonds suffisants pour le Projet auprès d'autres sources, à des termes et conditions jugés satisfaisants par la BADEA;
- (e) Une situation exceptionnelle se produit qui rend difficile l'exécution du Projet ou l'exécution par l'Emprunteur ou par le Garant des obligations résultant de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie;
- (f) L'un quelconque des faits spécifiés aux alinéas e) et f) de la Section 9.01 survient;
- (g) Tout autre fait spécifié dans l'Accord de Prêt aux fins de la présente Section survient.

2. Le droit de l'Emprunteur d'effectuer des retraits du Compte de Prêt continue d'être suspendu en tout ou en partie, selon le cas, jusqu'à la cessation du fait ou des faits ayant entraîné ladite suspension ou jusqu'à ce que la BADEA informe l'Emprunteur par voie de notification que son droit



d'effectuer des retraits est rétabli; il est entendu toutefois que, dans le cas de toute notification du rétablissement du droit d'effectuer des retraits, ledit droit n'est rétabli que dans la mesure spécifiée dans ladite notification et sous réserve des conditions y spécifiées.

Section 8.03. ANNULATION PAR LA BADEA. Dans le cas où a) le droit de l'Emprunteur d'effectuer des retraits du Compte de Prêt est suspendu pour un montant quelconque du Prêt pendant trente jours consécutifs, ou b) après la date de clôture, un montant du Prêt n'a pas été retiré du Compte de Prêt, la BADEA peut aviser l'Emprunteur et le Garant par voie de notification qu'elle met fin au droit de l'Emprunteur d'effectuer des retraits au titre dudit montant. A compter de cette notification, ledit montant est annulé.

Section 8.04. EFFET DE L'ANNULATION OU DE LA SUSPENSION PAR LA BADEA SUR LES MONTANTS FAISANT L'OBJET D'UN ENGAGEMENT SPECIAL. La BADEA ne peut annuler ni suspendre les montants faisant l'objet d'un engagement spécial de la part de la BADEA conformément à la Section 5.02, sauf stipulation contraire contenue dans ledit engagement spécial.

Section 8.05. EFFET DE L'ANNULATION SUR LES ECHEANCES DE REMBOURSEMENT DU PRET. A moins que la BADEA et l'Emprunteur n'en conviennent autrement, toute annulation est défalquée proportionnellement de chacune des échéances de remboursement du principal du Prêt postérieure à la date de cette annulation, telles que lesdites échéances sont spécifiées dans le tableau d'amortissement annexé à l'Accord de Prêt.

ARTICLE IX

EXIGIBILITE ANTICIPEE

Section 9.01. MANQUEMENTS. Si l'un quelconque des faits énumérés ci-après survient et persiste pendant la période spécifiée, le cas échéant, ci-dessous, la BADEA a la faculté, tant que dure ledit fait, de déclarer par voie de notification à l'Emprunteur et au Garant que le principal du Prêt non encore remboursé est exigible et remboursable immédiatement, de même que les intérêts et charges y afférents, sur quoi ledit principal, de même que lesdits intérêts et charges, deviennent exigibles et remboursables immédiatement:



(a) L'Emprunteur manque à ses obligations relatives au remboursement du principal du Prêt, au paiement des intérêts ou à tout autre paiement requis conformément à l'Accord de Prêt ou à tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et l'Emprunteur, et ce manquement persiste pendant une période de trente jours consécutifs après que la BADEA a notifié ledit fait à l'Emprunteur;

(b) Le Garant manque à ses obligations relatives au remboursement du principal du Prêt, au paiement des intérêts ou à tout autre paiement requis conformément à l'Accord de Garantie ou à tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et le Garant, et ce manquement persiste pendant une période de trente jours consécutifs après que la BADEA a notifié ledit fait au Garant;

(c) L'Emprunteur ou le Garant manque à tout autre obligation qui lui incombe en vertu de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie ou tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et l'Emprunteur ou entre la BADEA et le Garant, et ce manquement persiste pendant une période de soixante jours consécutifs après que la BADEA a notifié ledit fait à l'Emprunteur ou au Garant, selon le cas;

(d) Une situation exceptionnelle se produit qui rend difficile l'exécution du Projet ou l'exécution par l'Emprunteur des obligations résultant de l'Accord de Prêt, et cette situation persiste pendant une période de soixante jours consécutifs après que la BADEA a notifié ledit fait à l'Emprunteur;

(e) Une mesure quelconque a été prise en vue de dissoudre l'Emprunteur (quant il ne s'agit pas d'un Etat), de mettre un terme à son activité ou de suspendre ses opérations;

(f) L'Emprunteur (quant il ne s'agit pas d'un Etat) n'est plus en mesure d'acquitter ses dettes à leur échéance, ou une mesure ou action quelconque a été prise ou intentée par l'Emprunteur ou par des tiers qui a pour effet de permettre ou de provoquer la répartition d'un élément quelconque des avoirs de l'Emprunteur entre ses créanciers;

(g) Tout autre fait prévu par l'Accord de Prêt aux fins de la présente Section survient et persiste durant la période indiquée, le cas échéant, dans ledit Accord.



ARTICLE X

FORCE OBLIGATOIRE DE L'ACCORD DE PRET ET DE L'ACCORD DE GARANTIE- NON-EXERCICE D'UN DROIT - ARBITRAGE

Section 10.01. MAINTIEN EN VIGUEUR DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD DE PRET ET DE L'ACCORD DE GARANTIE APRES SUSPENSION, ANNULATION OU EXIGIBILITE ANTICIPEE. Nonobstant toute annulation, suspension ou exigibilité anticipée, toutes les dispositions de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie restent en vigueur et continuent à produire tous leurs effets sauf disposition contraire des Articles VIII et IX.

Section 10.02. FORCE OBLIGATOIRE. Les droits et obligations de la BADEA, de l'Emprunteur et du Garant au titre de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie s'appliquent et ont force obligatoire conformément à leur teneur, nonobstant toute disposition contraire applicable à l'Emprunteur ou au Garant ou prévue par la législation en vigueur dans tout Etat ou sur toute partie de ses territoires. En aucun cas, la BADEA, l'Emprunteur ou le Garant ne peut soutenir qu'une disposition quelconque des présentes Conditions Générales, de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie est nulle ou n'a pas force obligatoire pour quelque raison que ce soit.

Section 10.03. NON-EXERCICE D'UN DROIT. Aucun retard, aucune omission de la part d'une des parties dans l'exercice de tout droit, pouvoir ou recours qu'elle tient de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie, en cas de manquement à une obligation de la part de l'autre partie, ne peut porter atteinte audit droit, pouvoir ou recours, ni être interprété comme un abandon dudit droit, pouvoir ou recours ou comme un acquiescement audit manquement: aucune mesure prise par ladite partie à la suite de tel manquement, ou de son acquiescement audit manquement, ne peut affecter ou entraver l'exercice d'un droit, pouvoir ou recours appartenant à ladite partie en ce qui concerne tout autre manquement concomitant ou postérieur.

Section 10.04. ARBITRAGE. Tout différend entre les parties à l'Accord de Prêt ou à l'Accord de Garantie ou toute revendication formulée par une partie à l'encontre d'une autre partie en vertu de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie est réglé à l'amiable entre les parties, et, faute d'accord à l'amiable, ledit différend ou ladite revendication est soumis à l'arbitrage d'un Conseil d'Arbitrage dans les conditions ci-après:



(a) Les parties audit arbitrage sont la BADEA d'une part, l'Emprunteur et le Garant d'autre part.

(b) Le Conseil d'Arbitrage se compose de trois arbitres nommés l'un par la BADEA, le deuxième par l'Emprunteur et le Garant ou, à défaut d'accord entre eux, par le Garant, et le troisième (parfois appelé ci-après "le Surarbitre") par accord des parties ou, faute d'accord, par le Président de la Cour Internationale de Justice. Si l'une des parties ne nomme pas d'arbitre, celui-ci est nommé par le Président de la Cour Internationale de Justice à la demande de l'autre partie. En cas de démission, décès ou incapacité d'agir de l'un des arbitres, son successeur est désigné conformément aux dispositions de la présente Section applicables à la nomination de l'Arbitre qui l'a précédé et ledit successeur a les pouvoirs et obligations de son prédécesseur.

(c) Toute partie peut intenter une procédure d'arbitrage au titre de la présente Section par voie de notification à l'autre partie. Ladite notification doit contenir un exposé de la nature du différend ou de la revendication soumis à l'arbitrage et de la nature et de la portée des mesures sollicitées, ainsi que le nom de l'arbitre désigné par la partie demanderesse. Dans les 30 jours qui suivent cette notification, l'autre partie doit notifier à la partie demanderesse le nom de l'arbitre nommé par elle.

(d) Si les parties ne s'entendent pas sur la désignation du surarbitre dans les 60 jours qui suivent la notification introductive d'instance, toute partie peut solliciter la nomination de celui-ci conformément aux dispositions de l'alinéa (b) de la présente Section.

(e) Le Conseil d'Arbitrage se réunit pour la première fois aux date et lieu fixés par le Surarbitre. Par la suite, le Conseil décide où et quand il siège.

(f) Le Conseil d'Arbitrage tranche toutes les questions relatives à sa compétence et, sous réserve des dispositions de la présente Section et sauf accord contraire des parties, fixe ses règles de procédure. Toutes les décisions du Conseil d'Arbitrage sont prises à la majorité des voix.

(g) Le Conseil d'Arbitrage donne aux parties la possibilité de se faire entendre équitablement et rend sa sentence par écrit. Cette sentence peut



être prononcée par défaut. Toute sentence signée par la majorité des membres du Conseil d'Arbitrage constitue la sentence dudit Conseil. Un original signé de la sentence est transmis à chaque partie. Toute sentence rendue conformément aux dispositions de la présente Section est définitive et a force obligatoire pour les parties à l'Accord de Prêt et à l'Accord de Garantie et chaque partie doit s'y soumettre et l'exécuter.

(h) Le Conseil d'Arbitrage applique les principes généraux du droit et de l'équité.

(i) Les parties déterminent le montant des honoraires des Arbitres et de toutes autres personnes dont la participation est nécessaire à la conduite de l'instance arbitrale. A défaut d'accord des parties sur ledit montant avant la première réunion du Conseil d'Arbitrage, celui-ci fixe ledit montant au niveau qui lui paraît raisonnable eu égard aux circonstances. La BADEA, l'Emprunteur et le Garant prennent chacun à leur charge les dépenses que l'instance arbitrale leur occasionne. Les frais du Conseil d'Arbitrage sont également partagés entre la BADEA d'une part et l'Emprunteur et le Garant d'autre part. Toute question relative à la répartition des frais du Conseil d'Arbitrage ou aux modalités de leur règlement est tranchée par le Conseil d'Arbitrage.

(j) Les dispositions de la présente Section concernant l'Arbitrage tiennent lieu de toute autre procédure pour le règlement de tout différend entre les parties à l'Accord de Prêt et à l'Accord de Garantie, ou de toute revendication relative auxdits Accords formulée par une partie à l'encontre d'une autre partie.

(k) Toute notification ou toute signification d'acte de procédure relative à une instance introduite en vertu de la présente Section est donnée dans les formes prévues à la Section 11.01. Les parties à l'Accord de Prêt et à l'Accord de Garantie renoncent à toute autre formalité requise aux fins desdites notifications ou desdites significations.

ARTICLE XI

DISPOSITIONS DIVERSES

Section 11.01. NOTIFICATIONS ET DEMANDES. Toute notification ou demande qu'il est nécessaire ou permis d'adresser en vertu de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie est formulée par écrit. Sous réserve des dispositions



de la Section 12.03, une telle notification ou demande est réputée avoir été dûment adressée lorsqu'elle a été remise en mains propres ou par lettre, télégramme, câblogramme, radiogramme ou message télex à la partie à laquelle il est nécessaire ou permis qu'elle soit adressée, à l'adresse de ladite partie spécifiée dans l'Accord de Prêt ou l'Accord de Garantie ou à toute autre adresse que ladite partie a notifiée à la partie effectuant la notification ou la demande.

Section 11.02. ATTESTATION DE POUVOIRS. L'Emprunteur et le Garant fournissent à la BADEA des pièces attestant de façon suffisante les pouvoirs conférés à la personne ou aux personnes habilitées, au nom de l'Emprunteur ou du Garant, à prendre toute mesure ou à signer tout document que l'Emprunteur doit ou peut prendre ou signer aux termes de l'Accord de Prêt, y compris les demandes visées dans l'Article V, ou que le Garant doit ou peut prendre ou signer aux termes de l'Accord de Garantie. L'Emprunteur et le Garant fournissent également à la BADEA des spécimens légalisés de la signature de chacune desdites personnes.

Section 11.03. REPRESENTATION DE L'EMPRUNTEUR OU DU GARANT. Le représentant de l'Emprunteur ou du Garant désigné dans l'Accord de Prêt ou dans l'Accord de Garantie aux fins de la présente Section, ou toute personne qu'il a, par écrit, autorisé à cet effet peut, au nom de l'Emprunteur ou du Garant, prendre toute mesure qu'il est nécessaire ou permis de prendre ou signer tout document qu'il est nécessaire ou permis de signer aux termes de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie. Le représentant de l'Emprunteur ou du Garant ainsi désigné ou toute personne qu'il a autorisée par écrit à cet effet peut, par instrument écrit signé au nom de l'Emprunteur ou du Garant, donner son accord, au nom dudit Emprunteur ou dudit Garant, à toute modification ou amplification des dispositions de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie à condition toutefois que, de l'avis dudit représentant, ladite modification ou ladite amplification soit raisonnable eu égard aux circonstances et n'accroisse pas substantiellement les obligations incombant à l'Emprunteur aux termes de l'Accord de Prêt, ou au Garant aux termes de l'Accord de Garantie. La BADEA peut accepter la signature dudit instrument par ledit représentant ou par ladite personne autorisée comme preuve irréfutable que, de l'avis dudit représentant, toute modification ou amplification apportée par ledit instrument aux dispositions de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie est raisonnable eu égard aux circonstances et n'accroît pas substantiellement les obligations de l'Emprunteur ou du Garant au titre desdits Accords.



ARTICLE XII

DATE D'ENTREE EN VIGUEUR - TERMINAISON

Section 12.01. CONDITIONS PREALABLES A L'ENTREE EN VIGUEUR DE L'ACCORD DE PRET ET DE L'ACCORD DE GARANTIE. L'Accord de Prêt et l'Accord de Garantie n'entrent en vigueur que lorsque la BADEA a reçu des preuves jugées satisfaisantes par elle, établissant:

- (a) Que la signature de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie au nom de l'Emprunteur et du Garant a été dûment autorisée ou ratifiée conformément aux normes juridiques applicables à cet effet; et
- (b) Que tous les autres faits spécifiés dans l'Accord de Prêt comme conditions d'Entrée en Vigueur sont survenus.

Section 12.02. CONSULTATIONS JURIDIQUES OU CERTIFICATS. Parmi les preuves à fournir en vertu de la Section 12.01 l'Emprunteur fournit à la BADEA une ou plusieurs consultations juridiques jugées satisfaisantes par la BADEA, émanant de juristes jugés acceptables par elle ou, si la BADEA le demande, un certificat jugé satisfaisant, par la BADEA, émanant d'un fonctionnaire compétent de l'Emprunteur ou du Garant; cette ou ces consultations juridiques ou ce certificat établissent:

- (a) Que l'Accord de Prêt a été dûment autorisé ou ratifié par l'Emprunteur, dûment signé en son nom et qu'il a, pour l'Emprunteur, force obligatoire conformément à ses dispositions;
- (b) Que l'Accord de Garantie a été dûment autorisé ou ratifié par le Garant, dûment signé en son nom et qu'il a, pour le Garant, force obligatoire conformément à ses dispositions;

(c) Tous autres points spécifiés dans l'Accord de Prêt ou tous autres points relatifs à cet Accord que la BADEA peut demander.

Section 12.03. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR. (a) Sauf accord contraire entre la BADEA et l'Emprunteur, l'Accord de Prêt et l'Accord de Garantie entrent en vigueur à la date à laquelle la BADEA envoie par câblégramme à l'Emprunteur et au Garant notification de son acceptation des preuves fournies conformément à la Section 12.01.



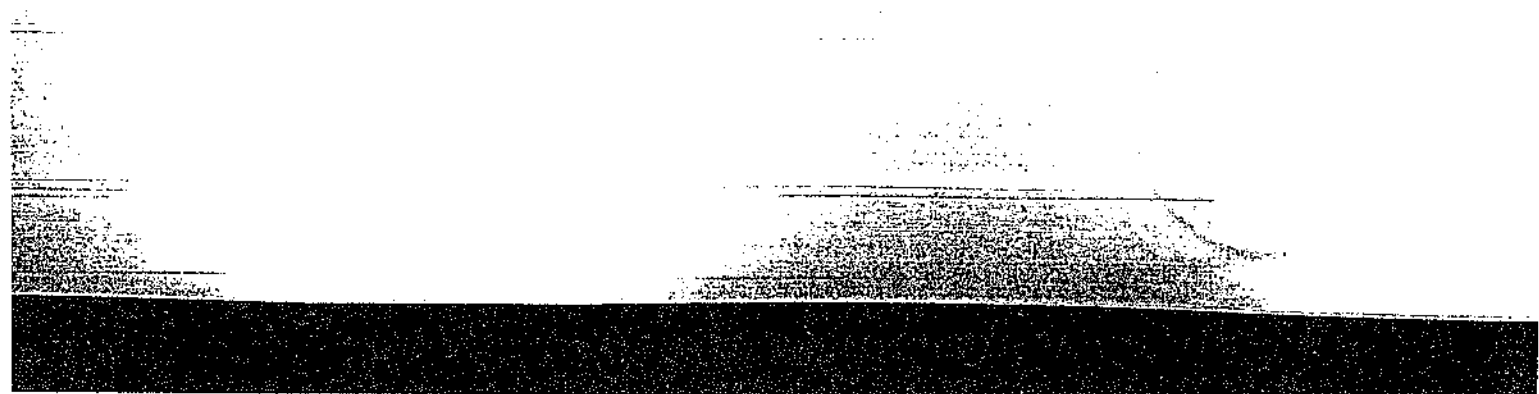
(b) Si, avant la date d'Entrée en vigueur, se produit l'un des faits qui auraient permis à la BADEA de suspendre le droit de l'Emprunteur de procéder à des retraits du Compte de Prêt si l'Accord de Prêt était entré en vigueur, la BADEA peut retarder l'envoi de la notification mentionnée au paragraphe (a) de la présente Section jusqu'à ce que ce fait prenne fin.

Section 12.04. TERMINAISON DE L'ACCORD DE PRET ET DE L'ACCORD DE GARANTIE POUR DEFAUT D'ENTREE EN VIGUEUR. Si toutes les mesures à prendre conformément à la Section 12.01 n'ont pas été prises avant la date spécifiée dans l'Accord de Prêt aux fins de la présente Section ou avant toute autre date ultérieure spécifiée par la BADEA, la BADEA peut, à toute date ultérieure de son choix, mettre fin à l'Accord de Prêt par voie de notification à l'Emprunteur. A compter de ladite notification, l'Accord de Prêt et l'Accord de Garantie prennent fin, ainsi que tous les droits et obligations des parties qui en résultent.

Section 12.05. TERMINAISON DE L'ACCORD DE PRET ET DE L'ACCORD DE GARANTIE APRES PAIEMENT INTEGRAL. Lorsque le principal du Prêt retiré du Compte de Prêt ainsi que tous les intérêts et charges échus et exigibles au titre du Prêt ont été intégralement payés, l'Accord de Prêt et l'Accord de Garantie se terminent immédiatement et toutes les obligations incombant aux parties au titre desdits Accords prennent fin.



* * *

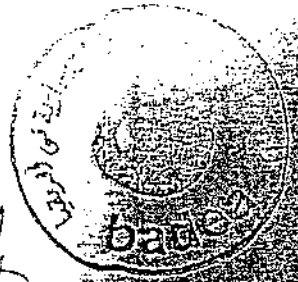


انتهاء اتفاقية القرض وانقضاء الضمان بنجام السداد

العدد ٥٠١٢

ننتهي اتفاقية القرض والضمان فوراً ، كما تنتهي جميع
الالتزامات التي تقع على عاتق الاطراف بمقتضاها ، متى تم الوفاء بالكامل
بأصل القرض المستحوق من حساب القرض وكذلك جميع الفوائد والتكاليف
السابقة والواجبة الاداء بمقتضى القرض .

مستند
١٤٤٠
١



(أ) أنه قد تم على الوجه الصحيح ، الاذن باتفاقية القرض أو التصديق عليها بواسطة المقرض ، والتوقيع عليها نيابة عنه ، وأن لها بالنسبة له قوة ملزمة وفقا لاحكامها ؛

(ب) أنه قد تم على الوجه الصحيح ، الاذن باتفاقية الضمان أو التصديق عليها بواسطة الضامن ، والتوقيع عليها نيابة عنه ، وأن لها بالنسبة له قوة ملزمة وفقا لاحكامها ؛

(ج) أية نقاط أخرى معينة فى اتفاقية القرض أو أية بنود أخرى قد يطلبها المصرف متعلقة بهذه الاتفاقية .

تاريخ النفاذ

البند ٣/١٢

(أ) تدخل اتفاقيتا القرض والضمان حيز التنفيذ فى التاريخ الذى يرسل فيه المصرف الى المقرض والى الضامن ، بترقية سلكية ، اخطاراً بقبوله الادلة المقدمة وفقا للبند (١/١٢) ، وذلك مالم يوجد اتفاق مخالف بين المصرف والمقرض .

(ب) اذا حدثت ، قبل تاريخ النفاذ ، أى من الوقائع التى تسمح للمصرف بايقاف حق المقرض فى اجراء مسحوبات من حساب القرض فى حالة دخول اتفاقية القرض حيز التنفيذ ، فانه يجوز للمصرف أن يوعز ارسال الاخطار المشار اليه فى الفقرة (أ) من هذا البند حتى انتهاء تلك الواقعة .

انتهاء اتفاقية القرض واتفاقية الضمان لعدم النفاذ

البند ٤/١٢

اذا لم يتم اتخاذ جميع الاجراءات التى يتعين اتخاذها وفقا للبند (١/١٢) قبل التاريخ المعين فى اتفاقية القرض لغراض هذا البند أو قبل أى تاريخ آخر لاحق يعينه المصرف ، فانه يجوز للمصرف فى أى تاريخ لاحق يختاره أن ينهى اتفاقية القرض بطريق اخطار الى المقرض . وتنتهى ، اعتباراً من هذا الاخطار ، اتفاقيتا القرض والضمان وكذلك جميع حقوق الاطراف والتزاماتهم المتولدة عنهما .



زيادة في هذه الاحكام ، بشرط أن يكون من رأى هذا الممثل ان هذا التعديل أو هذه الزيادة مما يدخل في حدود المعقول بمراعاة الظروف ومما لايزيد بشكل جوهري من التزامات المقرض بمقتضى اتفاقية القرض أو من التزامات الضامن بمقتضى اتفاقية الضمان . ويجوز للمصرف قبول توقيع تلك الوثيقة بواسطة هذا الممثل أو هذا الشخص المفوض كدليل لايمكن دحضه على أنه من رأى الممثل المشار اليه أن أى تعديل أو زيادة فى أحكام اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان بمقتضى تلك الوثيقة هو مما يدخل في حدود المعقول بمراعاة الظروف ومما لايزيد بشكل جوهري من التزامات المقرض أو الضامن بمقتضى هاتين الاتفاقيتين .

مادة ١٤

تاريخ النفاذ - الانتهاء

البند ١/١٢ الشروط السابقة على نفاذ اتفاقية القرض واتفاقية الضمان

لاتدخل اتفاقيتا القرض والضمان حيز التنفيذ الا اذا تلتقى المصرف أدلة يعدها كافية تثبت :

(أ) أن توقيع اتفاقية القرض واتفاقية الضمان ، نيابة عن المقرض والضامن ، قد تم الاذن به أو التصديق عليه على الوجه الصحيح وفقاً للقواعد القانونية الواجبة التطبيق فى هذا الشأن ؛

(ب) أنه قد تم تحقق كافة الوقائع الاخرى المنصوص عليها فى اتفاقية القرض كشروط للنفاذ ؛

البند ٢/١٢ الفتاوى القانونية أو الشهادات

يقدم المقرض الى المصرف ، من بين الأدلة الواجب تقديمها وفقاً للبند (١/١٢) ، فتوى أو فتاوى قانونية يعدها المصرف كافيّة صادرة من رجال قانون مقبولين للمصرف ، أو - اذا طلب المصرف ذلك - شهادة يعدها المصرف كافيّة صادرة من موظف مختص من موظفى المقرض أو الضامن ، تثبت :



(المادة ١١)

أحكام متنوعة

الاعطارات والطلبات

البند ١/١١

يجب أن يحرر كتابة أى اخطار أو طلب يكون من الضرورى أو من المسموح به توجيهه بمقتضى اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان . ومع مراعاة أحكام البند (٣/١٢) ، يعتبر مثل هذا الاخطار أو الطلب قد تم صحيحا اذا ما سلم باليد أو بخطاب أو ببرقية (تليفراف) أو بالبرق السلكى أو اللاسلكى أو برسالة تلخس الى الطرف الذى يكون من الضرورى أو من المسموح به توجيهه اليه على عنوانه المعين فى اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان أو على أى عنوان آخر قام هذا الطرف بإبلاغه الى الطرف الذى يجرى الاخطار أو يقدم الطلب .

الادلة المثبتة لصلاحيه التصرف نيابة عن المقرض والضامن

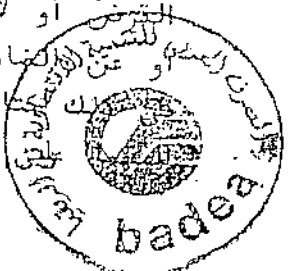
البند ٢/١١

يقدم المقرض والضامن الى المصرف أدلة تبين بصورة كافية السلطات الممنوحة الى الشخص أو الى الاشخاص المخول اليهم ، نيابة عن المقرض أو الضامن ، اتخاذ أى اجراء أو توقيع أى مستند يتعين على المقرض أو يجوز له اتخاذه أو توقيعه طبقا لاتفاقية القرض بما فى ذلك الطلبات المشار اليها فى المادة (٥) ، أو يتعين على الضامن أو يجوز له اتخاذه أو توقيعه طبقا لاتفاقية الضمان . ويقدم المقرض والضامن أيضا الى المصرف نماذج مصدق عليها من توقيع كل من هؤلاء الاشخاص .

تمثيل المقرض أو الضامن

البند ٣/١١

يجوز لممثل المقرض أو الضامن المعين لغراض هذا البند فى اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان ، أو لى شخص مفوض منه فى ذلك كتابة ، اتخاذ أى اجراء أو توقيع أى مستند ، نيابة عن المقرض أو الضامن ، يكون من الضرورى أو من المسموح به اتخاذه أو توقيعه طبقا لاتفاقية المقرض أو لاتفاقية الضمان . ويجوز ، بوثيقة كتابية موقعة نيابة عن المقرض أو الضامن ، للممثل المعين على النحو المتقدم ، أو لى شخص مفوض منه ، أن يعطى موافقة نيابة عن المقرض أو عن الضامن المشار أى تعديل لاحكام اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان أو على أية




(و) تفصل هيئة التحكيم فى كافة المسائل المتعلقة بالخصامهـا .
وتحدد الهيئة قواعد اجراءاتها وذلك مع مراعاة أحكام هذا البند والمـا لم يـرجـسـد
اتفاق مخالف للطرفين . وتتخذ جميع قرارات هيئة التحكيم بأغلبية الاصـوات .

(ز) تتيح هيئة التحكيم للطرفين فرصاً عادلة للاستماع اليهما ، بتصـدر
حكمها كتابة . ويجوز أن يتم النطق بهذا الحكم غيابيا . وكل حكم موقع عليه
من أغلبية أعضاء هيئة التحكيم يكون حكم هذه الهيئة . وترسل نسخة أصليـة
موقعة من الحكم الى كل طرف . ويكون أى حكم صادر وفقا لاحكام هذا البند
نهائيا وله قوة ملزمة بالنسبة الى الطرفين فى اتفاقية القرض وفى اتفاقية الضمان
وعلـى كل طرف أن يمثل له وأن ينفذه .

(ح) تطبيق هيئة التحكيم المبادئ العامة للقانون والعدالة .

(ط) يحدد الطرفان مقدار أتعاب المحكمين وأى أشخاص آخرين يكون
اسهامهم ضروريا لسير دعوى التحكيم . وإذا لم يتفق الطرفان على هذا المقدـر
قبل الاجتماع الاول لهيئة التحكيم ، تقوم هذه الهيئة بتحديدـه فى المستوى الذى
يبدو لها معقولا بمراعاة الظروف . ويتحمل كل من المـصرف والمقترض والـضامن
مصروفاته فى دعوى التحكيم . وتقسم نفقات هيئة التحكيم بالتساوى بين المـصرف
من ناحية والمقترض والضامن من ناحية أخرى . وتفصل هيئة التحكيم فى أى
مسألة تتعلق بتوزيع نفقاتها أو بكيفية تسويتها .

(ك) تحل أحكام هذا البند الخاصة بالتحكيم محل أية اجراءات أخرى
لتسوية أى نزاع بين أطراف اتفاقية القرض واتفاقية الضمان أو أى ادعاء
يتعلق بهاتين الاتفاقيتين موجه من طرف ضد طرف آخر .

(ل) يكون توجيه أى اخطار أو اعلان لاجراء مرافعات يتعلق بدعوى
ترفع بمقتضى هذا البند وفقا للطرق المنصوص عليها فى البند (١/١١) . ويتـسـاـزل
أطراف اتفاقية القرض واتفاقية الضمان عن أى اجراء  مطلوب لتسليم الانظـارات
أو الاعلانات المشار اليها .



يتم بالتراضي تسوية أى نزاع بين طرفي اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان أو أى ادعاء بمقتضى أى منهما يوجه من طرف ضد طرف آخر ، وفى حالة عدم الاتفاق على تسوية ، يرفع هذا النزاع أو الادعاء الى التحكيم أمام هيئة تحكيم وفقا للشروط المبينة فيما يلى :

(أ) يكون طرفا هذا التحكيم المصرف من ناحية والمقرض والضامن من ناحية أخرى .

(ب) تشكل هيئة التحكيم من ثلاثة محكمين ، يعين المصرف أحدهم ، ويعين الثانى بواسطة المقرض والضامن أو يعينه الضامن فى حالة عدم الاتفاق بينهما ، ويعين الثالث (ويسمى أحيانا فيما يلى " الحكم المرجح ") باتفاق الطرفين أو بواسطة رئيس محكمة العدل الدولية فى حالة عدم الاتفاق . وإذا لم يعين أحد الطرفين محكما ، يقوم رئيس محكمة العدل الدولية بتعيينه بناء على طلب من الطرف الآخر . وفى حالة استقالة أحد المحكمين أو وفاته أو عجزه عن العمل ، يعين خلفه وفقا لاحكام هذا البند المطبقة على تعيين المحكم الذى سبقه ، وتكون لهذا الخلف سلطات سلفه ويقوم بواجباته .

(ج) يستطيع أى طرف أن يحرك اجراءات تحكيم بمقتضى هذا البند بطريق اخطار الى الطرف الآخر . ويجب أن يتضمن هذا الاخطار عرضا لطبيعة النزاع أو الادعاء المرفوع الى التحكيم ولطبيعة الطلبات المنشودة وفحواها ، وكذلك اسم المحكم الذى عينه الطرف الطالب . ويتعين على الطرف الآخر خلال الثلاثين يوما التالية لهذا الاخطار أن يخطر الطرف الطالب باسم المحكم الذى عينه .

(د) اذا لم يتفق الطرفان على تعيين الحكم المرجح خلال السنتين بيوما التالية على اخطار افتتاح الدعوى ، فانه يجوز لاي طرف أن يطلب تعيينه وفقا لاحكام الفقرة (ب) من هذا البند .

(هـ) تتعقد هيئة التحكيم للمرة الاولى فى التاريخ والمكان اللذين يعينهما الحكم المرجح . وتقرر الهيئة بعد ذلك أين ومتى تعقد جلساتها .



(المادة ١٠)

القوة الملزمة لاتفاقية القرض واتفاقية الضمان - القعود عن ممارسة الحق - النكس

البند ١/١٠

نفاذ أحكام اتفاقية القرض واتفاقية الضمان بعد الايفاء
أو الالغاء أو تمجيل الاستحقاق

تظل جميع أحكام اتفاقية القرض واتفاقية الضمان معمولاً بهما وتستمر في انتاج جميع آثارها بالرغم من أى الغاء أو ايقاف أو تمجيل للاستحقاق قبل حلول الاجل ، وذلك ما لم يوجد حكم مغاير فى السادتين (٨) و (٩) .

البند ٢/١٠

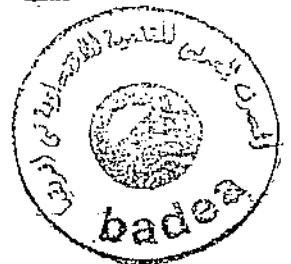
القوة الملزمة

تسرى حقوق والتزامات المصرف والمقترض والضامن بمقتضى اتفاقية القرض واتفاقية الضمان وتكون لها قوة ملزمة طبقاً لنصوص كل منهما بالرغم من أى حكم مخالف مطبق على المقترض أو على الضامن أو منصوص عليه فى التشريع النافذ فى أية دولة أو فى أى جزء من أراضيها . ولا يجوز للمصرف أو للمقترض أو للضامن ، فى أية حالة ، أن يتمسك بأن حكماً ما من هذه الشروط العامة أو من اتفاقية القرض أو من اتفاقية الضمان باطل أو ليست له قوة ملزمة لاي سبب أيا كان .

البند ٣/١٠

القعود عن ممارسة الحقوق

لا يؤثر أى تأخير أو اغفال من جانب أى من الاطراف فى مباشرة أى حق أو سلطة أو حق فى الرجوع يستمد من اتفاقية القرض أو من اتفاقية الضمان ، فى حالة الاخلال بالتزام من جانب الطرف الاخر ، على هذا الحسب أو السلطة أو الحق فى الرجوع . ولا يفسر التأخير أو الاغفال على أنه تخلى عن هذا الحق أو السلطة أو الحق فى الرجوع أو على انه قبول للاخلال المباشر اليه . كما أن أى اجراء يتخذه هذا الطرف أثر أى اخلال أو أثر قبوله لهذا الاخلال لا يؤثر فى مباشرة حق أو سلطة أو حق فى الرجوع خاص به ، ولا يعرقل ذلك ، بالنسبة الى أى اخلال آخر معاصر أو لاحق .



(أ) إخلال المقرض بالتزاماته المتعلقة بسداد أصل القرض أو بدفع الفوائد أو بأى وفاء آخر مطلوب وفقاً لاتفاقية القرض أو لاية اتفاقية أخرى لقرض أو لضمان معقودة بين المصرف والمقرض ، واستمرار ذلك لمدة ثلاثين يوماً متتالية بعد قيام المصرف باخطار المقرض بهذه الواقعة :

(ب) إخلال الضامن بالتزاماته المتعلقة بسداد أصل القرض أو بدفع الفوائد أو بأى وفاء آخر مطلوب وفقاً لاتفاقية الضمان أو لاية اتفاقية أخرى لقرض أو لضمان معقودة بين المصرف والضامن ، واستمرار ذلك لمدة ثلاثين يوماً متتالية بعد قيام المصرف بالضامن بهذه الواقعة :

(ج) إخلال المقرض أو الضامن بأى التزام آخر يقع على عاتقه بمقتضى اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان أو أية اتفاقية أخرى لقرض أو لضمان معقودة بين المصرف والمقرض أو بين المصرف والضامن ، واستمرار ذلك لمدة ستين يوماً متتالية بعد قيام المصرف باخطار المقرض أو الضامن بهذه الواقعة ، حسب الحال .

(د) إذا طرأ ظرف غير عادى يجعل من المتعذر تنفيذ المشروع أو تنفيذ المقرض للالتزامات المتولدة عن اتفاقية القرض واستمرار ذلك لمدة ستين يوماً متتالية بعد قيام المصرف باخطار المقرض بهذه الواقعة :

(هـ) اتخاذ أى إجراء لاجل حل المقرض - إذا لم يكن دولة - أو لانتهاء نشاطه أو لايقاف عملياته ؛

(و) إذا أصبح المقرض - إذا لم يكن دولة - غير قادر على سداد ديونه فى مواعيدها ، أو إذا اتخذ تدبير أو إجراء ما أو تمت مباشرته بواسطة المقرض أو آخرين ويكون من أثره السماح بتوزيع أى عنصر من أموال المقرض بين دائنيه أو التسبب فى ذلك ؛

(ز) حدوث أية واقعة أخرى منصوص عليها فى اتفاقية القرض لأغراض هذا البند ، واستمرارها قائمة للمدة المعينة - أن وجدت - فى هذه الاتفاقية .



يوما متتابة ، أو ب) بظل فيها مبلغ من القرض بغير سحب من حساب المصارف بعد تاريخ انتهاء الحق في السحب - أن يعلن المقرض والضامن ، بطريق خطار بانتهاء حق المقرض في اجراء مسحوبات سقتضى المبلغ المشار اليه . ويلغ هذا المبلغ اعتبارا من ذلك الاخطار .

البند ٤/٨

أثر الالغاء أو الإيقاف من جانب المصرف على المبالغ مومسوع
التعهد الخاص

لايجوز للمصرف الغاء أو إيقاف المبالغ التي تكون محلا لتعهد خاص من جانبه وفقا للبند (٤/٥) ، وذلك ما لم يتضمن هذا التعهد الخاص شرطا مغايرا .

البند ٥/٨

أثر الالغاء على أقساط سداد القرض

يتم خصم أى الغاء بشكل نسبي من كل من أقساط سداد أصل القرض اللاحقة على تاريخ هذا الالغاء حسبما هي معينة في جدول السداد لمطابق باتفاقية القرض ، وذلك ما لم يتفق المصرف والمقرض على غير ذلك .

(ملاحظة ٩)

تسجيل الاستحقاق قبل حلول الاجل

البند ١/٩

أحوال تسجيل الاستحقاق

إذا حدثت أى من الوقائع المبينة بعد واستمرت قائمة خلال الفترة المسبقة فيما يلي ، أن وجدت ، فيكون للمصرف الرخصة مادامت هذه الواقعة مسخرة في أن يقرر ، بطريق اخطار الى المقرض والى الضامن ، أن أصل القرض غير المسدد بعد واجب الاداء والسداد فورا وكذلك الفوائد والتكاليف المتعلقة به ، وبذلك يصبح أصل القرض المشار اليه واجب الاداء والسداد فورا وكذلك ما يتعلق به من فوائد وتكاليف :



(ب) يقوم المقرض والضامن باخطار المصرف في أقرب الأجل
بأى ظرف يعرفه تقدم المشروع أو تحقيق أهداف القرض (بما في ذلك أي
زيادة شامة في تكلفة المشروع) أو ما يتعلق به من خدمات الوفاء أو تنفيذ
أى من الأطراف للالتزامات بمقتضى اتفاقية العرض واتعاضد الضمان . أو أى ظرف
يهدد بعرقلة ماتقدم .

(ج) تتيح الدولة المقرضة أو الدولة الضامنة لممثلي المصرف
المعتمدين جميع التسهيلات المعقولة لزيارة ، أى جزء من أراضيها لأغراض تتصل
بالقرض .

(المادة ٨)

الغاء - الايفاء

الغاء من جانب المقرض

البند ١/٨

يجوز للمقرض ، بطريق اخطار الى المصرف ، الغاء أى مبلغ
من القرض لم يقدّم بحسبه قبل تاريخ هذا الاخطار . ولا يجوز مع ذلك للمقرض
استعمال هذه الرخصة بالنسبة الى أى مبلغ من القرض يكون محلا لتعهد خاص
من جانب المصرف وفقا للبند (٢/٥) .

الايفاء من جانب المصرف

البند ٢/٨

١- يجوز للمصرف ، بطريق اخطار الى المقرض والى الضامن ،
فى حالة حدوث أى من الوقائع المبينة بعد واستمرارها ، أن يوقف كلياً
أو جزئياً حق المقرض فى إجراء مسحوبات من حساب القرض :

(أ) اخلال المقرض بالتزاماته المتعلقة بسداد أصل القرض
أو بدفع الفوائد أو بأى وفاء آخر مطلوب وفقاً لاتفاقية القرض أو لاية اتفاقية
أخرى لقرض أو لضمان معقودة بين المصرف والمقرض ؛



يعفى سداد أصل القرض ودفع الفوائد والتكاليف المتعلقة به من أية قيود يفرضها تشريع الدولة المقرضة أو الدولة الضامنة أو التشريع المعمول به على أراضيها .

حصانات المصرف وامتيازاتهالبند ٤/٦

(أ) تعتبر الدولة المقرضة أو الدولة الضامنة جميع مستندات المصرف وسجلاته ومحفوظاته ومراسلاته وأى مستندات أخرى من ذات الطبيعة، سرية ، وتعفيها من أية رقابة وتفتيش على أراضيها .

(ب) تتمتع جميع أموال المصرف ودخله فى أراض الدولة المقرضة أو الدولة الضامنة بالحصانة الكاملة ضد التأميم والمصادرة والحجز والحراسة .

(مادة ٧)

التعاون وتبادل المعلوماتالتعاون وتبادل المعلوماتالبند ١/٧

(أ) يتعاون المصرف والمقرض والضامن تعاوناً وثيقاً لضمان تحقيق أهداف القرض . ولهذا الغرض ، يقوم المصرف والمقرض والضامن ، بتناء على طلب أى من الاطراف : (١) بتبادل وجهات النظر ، عن طريق ممثلهم ، فى شأن حالة تقدم المشروع والفوائد الناتجة عنه وتنفيذ التزامات كل طرف بمقتضى اتفاقية القرض واتفاقية الضمان وكذلك فى شأن أى أمر آخر يتصل بقرض القرض؛ (٢) بإمداد هذا الطرف بجميع المعلومات التى تطلب بصورة معقولة حول حالة تقدم المشروع والفوائد الناتجة عنه والوضع العام للقرض .



(٢) أى ضمان عيني يتم ترتيبه على سلع تجارية لضمان بيسن يصبح مستحقا خلال عام على الأكثر بعد التاريخ الذى عقد فيه ويكون سداده واجبا بواسطة ناتج بيع هذه السلع التجارية ؛

(٣) أى ضمان عيني يتم ترتيبه أثناء السير العادى للمعاملات المصرفية ضمانا لدين يصبح مستحقا خلال عام على الأكثر بعد التاريخ الذى تسدد فيه .

(ب) يقصد فى حكم هذا البند بعبارة " اموال الدولة " جميع الاموال الخاصة بالدولة المقرضة أو بالدولة الضامنة أو بأى من تقسيماتها السياسية أو الادارية ، أو الخاصة بأية هيئة تحوزها هذه الدولة أو أى من تقسيماتها أو تحت اشراف أيهما ، أو تدار لحساب هذه الدولة أو لحساب أى من تقسيماتها ، بما فى ذلك أية هيئة تباشر وظائف بنك مركزي أو صندوق تشييت صرف للدولة المشار اليها أو تباشر لاجلها وظائف مماثلة .

البند ٢/٦ الضرائب

(أ) يعفى سداد أصل القرض ودفع الفوائد والتكاليف المتعلقة به من أية ضريبة ، ويتم السداد أو الدفع خالصا دون أى خصم لضرائب تسبب تحملها الدولة المقرضة أو الدولة الضامنة ، أو واجبة الاداء على أراضيها .

(ب) تدفع الدولة المقرضة أو الدولة الضامنة أية ضريبة تحصل على التوقيع على اتفاقية القرض أو على اتفاقية الضمان ، أو على نشرها أو تسليمها أو تسجيلها ، أو تحصل بمناسبة ماتقدم ، وذلك بمقتضى :
١) تشريع الدولة المقرضة أو الضامنة أو التشريع المعمول به على أراضيها ؛ أو

٢) تشريع أى بلد يسدد القرض بعملة أو التشريع المعمول به فى هذا البلد .



تخصيص السلع

البند ٧/٥

يتعهد المقرض ، مالم يوافق المصرف على غير ذلك ، بأن يتم تخصيص جميع السلع الممولة بواسطة القرض فقط لتنفيذ المشروع .

دفع المصرف للمبالغ المسحوبة

البند ٨/٥

يدفع المصرف الى المقرض أو لأمره ، فقط ، المبالغ التي يكون للمقرض الحق في سحبها من حساب القرض .

(مائة ٦)

مرتبة أولوية القرض - الضرائب والقيود

حصانات المصرف وامتيازاته

مرتبة أولوية القرض

البند ١/٦

(أ) لا يتمتع أى دين خارجى آخر ، حسبما اتفق المصرف والدولة المقرضة أو الدولة الضامنة ، بمرتبة أولوية بالنسبة الى القرض بسبب ضمان عيني يتم ترتيبه فيما بعد على أموال للدولة . ولهذا الغرض ، ومالم يوافق المصرف على غير ذلك ، تتعهد الدولة المقرضة أو الدولة الضامنة بأن أى ضمان عيني يتم ترتيبه على أى من أموالها ضمانا لاي دين خارجى ، يضمن تلقائيا وبلا مقابل لاجل المصرف ، بذات المرتبة والقدر ، أصل القرض والفوائد والتكاليف الأخرى المتعلقة به ، وبأن يتم النص على أحكام صريحة فى هذا الشأن وقست ترتيب الضمان العيني المشار اليه . ولا تسرى مع ذلك الأحكام السابقة على :

(١) أى ضمان عيني يتم ترتيبه على مال وقت شرائه ، لمجرد

ضمان الوفاء بتمن شراء هذا المال :



طلب السحب أو التعهد الخاص

البند ٣/٥

تقدم المقرض الى المصرف طلبا كتابيا مكتشيا الشكل ومتضمنا بالبرز من بيانات وتعييدات ، سيما بطلب المصرف بصورة معقولة ، وذلك عندما يرغب المقرض في سحب مبلغ من حساب القرض أو في أن يطلب السحب من المصرف عند تعهد خاص لهذا البند ٢/٥ . ويجب أن تقدم دون تأخير طلبات السحب مضمونة بجميع المستندات المطلوبة بمقتضى هذه المادة أولا بأول حسب المصروفات المتعلقة بالمشروع ، وذلك ما لم ينفق المصرف والمقرض على غير ذلك .

الأدلة المؤيدة

البند ٤/٥

يقدم المقرض الى المصرف ، تدعيما لكل طلب سحب ، أية مستندات وأدلة أخرى مؤيدة يطلبها المصرف بصورة معقولة ، سواء قبل السماح بإجراء السحب موضوع هذا الطلب أو بعد ذلك .

كفاية الطلبات وما يقدم من مستندات تدعيما لها

البند ٥/٥

يجب أن تكون طلبات السحب والمستندات والأدلة الأخرى المؤيدة والمقدمة تدعيما لها ، كفاية من حيث الشكل والمضمون لتثبت للمصرف بأنه يحق للمقرض أن يسحب من حساب القرض المبالغ المطلوبة وبأن هذه المبالغ لن تستخدم إلا في الأغراض المنصوص عليها في اتفاقية القرض .

تخصيص أموال القرض والحصول على السلع

البند ٦/٥

يلتزم المقرض بتخصيص أموال القرض فقط لسداد التكاليف المعقولة للسلع اللازمة لتنفيذ المشروع ، ويكون الحصول على هذه السلع ، مالم يوافق المصرف على غير ذلك ، طبقا للقواعد والإجراءات المقررة لدى المصرف في هذا الشأن .



(مادة ٥)

سحب أموال القرض واستخدامها

السحب من حساب القرض

البند ١/٥

(أ) يحق للمقترض أن يسحب من حساب القرض المبالغ التى تم انفاقها من أجل المشروع أو - إذا وافق المصرف على ذلك - المبالغ اللازمة لتسوية مصروفات سيتم انفاقها لهذا الغرض ، وذلك طبقا لاحكام اتفاقية القرض وهذه الشروط العامة ووفقا للقواعد والاجراءات التى يحددها المصرف .

(ب) لا يتم أى سحب من أموال القرض لتمويل :

- (١) مصروفات سابقة على تاريخ توقيع اتفاقية القرض ، مالم يوافق المصرف على غير ذلك ؛
- (٢) سلع تشتري بعملة الدولة المقترضة أو بعملة الدولة التى ينفذ فيها المشروع ، مالم يوافق المصرف على غير ذلك ؛
- (٣) ضرائب ، سواء على نحو مباشر أو غير مباشر ، تفرض بواسطة الدولة المقترضة أو الدولة الضامنة ، أو واجبة الاداء على أراضيها أو فى دولة مقر المقترض أو الضامن أو فى الدولة التى ينفذ فيها المشروع على سلع أو خدمات ، أو على استيراد هذه السلع أو الخدمات أو على تصنيعها أو انتاجها أو الحصول عليها أو توزيعها .

التعهدات الخاصة من جانب المصرف

البند ٢/٥

يجوز للمصرف ، بناء على طلب المقترض ووفقا للشروط التى يتفق عليها بين المصرف والمقترض ، أن يعقد كتابة تعهدات خاصة تلزمه بأن يدفع الى المقترض أو الى آخرين بعض مبالغ مخصصة لتغطية تكلفة سلع يتعين تمويلها بمقتضى اتفاقية القرض ، وذلك على الرغم من أى ايقاف أو انقضاء فى أى وقت لاحق بواسطة المصرف أو المقترض .



أحكام خاصة بالعملية

العملة التي تتم بها العمليات المالية

البند ١/٤

(أ) يتم حساب جميع العمليات المالية التي تجرى بناء على اتفاقية القرض بالدولار . كما يتم السحب من حساب القرض وكذلك سداد أصل القرض ودفع الفوائد والتكاليف الأخرى المتعلقة به بالدولار .

(ب) يجوز للمصرف ، بناء على طلب المقرض وبوصفه وكيلًا عنه ، إذا كانت المصروفات التي يتعين تمويلها بواسطة أموال سحب معينين وفقا لاتفاقية القرض قد دفعت أو كانت واجبة الدفع بعملة أخرى غير الدولار ، أن يشتري بدولارات مبلغ هذه العملة الأخرى اللازم لتسوية المصروفات المشار إليها . ويعتبر المبلغ الذي دفعه المصرف بالدولارات في سبيل ذلك الشراء مسحوبا من أموال القرض .

(ج) يجوز للمصرف ، بناء على طلب المقرض وبوصفه وكيلًا عنه ، أن يشتري الدولارات التي يحتاج إليها المقرض لسداد أصل القرض أو لدفع الفوائد والتكاليف الأخرى الواجبة الأداء طبقا لاتفاقية القرض وذلك بشرط أن يدفع المقرض للمصرف المبالغ اللازمة لهذا الشراء بعملة أو بعملة يقبلها المصرف . ولا يعتبر هذا السداد أو الدفع قد تم طبقا لأحكام اتفاقية القرض إلا في التاريخ الذي يتسلم فيه المصرف فعلا تلك الدولارات وبمقتدار ما يتسلمه منها .

تحديد قيمة العمليات

البند ٢/٤

يقوم المصرف بتحديد مقابل قيمة عملة ما بالنسبة إلى عملة أخرى وفقا لسعر الصرف السائد في تاريخ تحديد هذا المقابل ، وذلك كلما كان تحديده ضروريا لأغراض تطبيق اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان .



تكلفة الالتزام الاضافية

البند ٤/٣

يدفع المقرض تكلفة التزام اضافية بسعر نصف من واحد فى
المائه (١/٢ من ٪) سنويا على أصل أى تعهد خاص ، لم يتم سداده بعد ،
يعتده المصرف بناء على طلب المقرض طبقا للبند (٤/٥) .

حساب الفوائد والتكاليف

البند ٥/٣

تحسب الفوائد والتكاليف بالنسبة الى أية فترة تقل عن سنة
على أساس سنة مكونة من ٣٦٠ يوما مقسمة الى اثنى عشر شهرا ، ويتكون كل
شهر من ثلاثين يوما .

السداد

البند ٦/٣

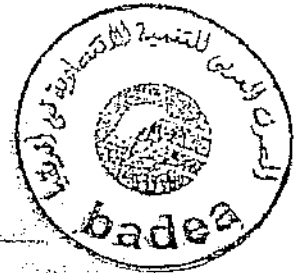
(أ) يسدد المقرض أصل القرض المسحوب من حساب القرض
طبقا لجداول السداد الملحق باتفاقية القرض .

(ب) يحق للمقرض ، بشروط دفع جميع الفوائد والتكاليف
الآخري المستحقة ، أن يسدد معجلا قبل مواعيد الاستحقاق (أ) المبلغ الكلى
لأصل القرض المسحوب وغير المسدد بعد ، أو (ب) المبلغ الكلى للأصل الواجب
الاداء بوصفه قسطا أو أكثر من أقساط السداد ، بشرط ألا يوجد فى تاريخ هذا
السداد المعجل أى جزء من القرض لم يسدد بعد ويكون استحقاقه لاحقا على
الجزء محل السداد المعجل .

مكمان الوفاء

البند ٧/٣

يكون سداد أصل القرض وكذلك دفع الفوائد والتكاليف المتعلقة
به فى الأماكن التى يعينها المصرف بصورة معقولة .



تكون المواد والبيود المحال عليها في هذه الشروط العامة -
دون تحديد آخر هي مواد وبيود هذه الشروط العامة .

عناوين المواد والبيود

البند ٣/٢

تم ادراج عناوين المواد والبيود وقائمة المحتويات في هذا
الشروط العامة تيسيرا للرجوع اليها ، ولاتعد هذه أو تلك جزءا منها

(مادة ٣)

حساب القرض - الفوائد والتكاليف الاخرى - السداد - مكسبان الوفاء

حساب القرض

البند ١/٣

يفيد في حساب القرض مبلغ القرض الذي يجوز للمقرض سحب
من هذا الحساب طبقا لاحكام اتفاقية القرض وهذه الشروط العامة ووفقا
للجراءات التي يعينها المصرف .

الفوائد

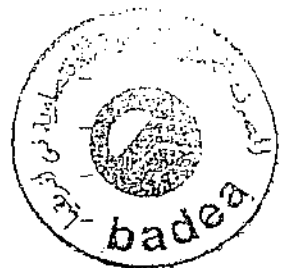
البند ٢/٣

يدفع المفترض فوائد بالسعر المنصوص عليه في اتفاقية القرض
على المبالغ المسحوة من حساب القرض وغير المسددة بعد . ويبدأ سريان هذه
الفوائد ، بالنسبة الى كل مبلغ ، من تاريخ سحبه .

تكلفة الالتزام *

البند ٣/٣

-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-



* الغشت تكلفة الالتزام بموجب قرار مجلس الادارة رقم ١٣ بتاريخ ١٩٨٩

يعنى المشروع أو البرنامج الذى منح
القرض من أجله ، وكذلك الخدمات
والدراسات المتعلقة به . حسبما هو
موضح فى اتفاقية القرض ، بما فى ذلك
التعديلات التى قد ترد على وصف هذا
المشروع أو البرنامج باتفاق بين
المصرف والمقترض ؛

يعنى المواد والمهمات والأشغال
والخدمات الأخرى اللازمة للمشروع . وكلما
تمت الإشارة الى تكلفة أى من هذه
السلع ، فإن هذه التكلفة تعد شاملة
لتكلفة استيرادها الى أراضى الدولة
المقترضة أو أراضى الدولة التى ينفذ
فيها المشروع ؛

تعنى التاريخ الذى تدخل فيه كل مسن
اتفاقية القرض واتفاقية الضمان
التنفيذ وتصبحا معمولاً بهما طبقاً
للبنـد (٣/١٢) ؛

تعنى الحساب الذى يفتحه المـُـقـَـرـَـضُ فى
دفاتره باسم المقترض والذى يقيد فيه
مبلغ القرض ؛

يعنى الضرائب والاستقطاعات والرسوم
مقابل الخدمات والرسوم أياً كانت
طبيعتها ، المعمول بها فى تاريخ
اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان
أو التى تفرض بعد ذلك ؛

يعنى الرهون الرسمية والحيازية وحقوق
الاختصاص والامتياز وحقوق الأولوية من
أى نوع ؛

تعنى التاريخ المعين فى اتفاقية القرض
والذى يجوز للمصرف اعتباره منه ، بطريق
إخطار الى المقترض ، إنهاء حقه فى
أن يسحب من حساب القرض أى مبلغ
لم يكن قد تم سحبه بعد من هذا
الحساب .

(٨) مصطلح " مشروع "

(٩) مصطلح " سلع "

(١٠) عبارة " تاريخ النفاذ "

(١١) عبارة " حساب القرض "

(١٢) مصطلح " ضرائب "

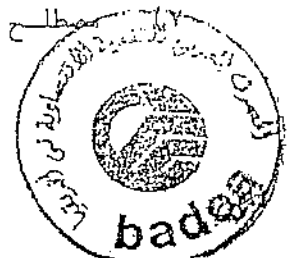
(١٣) مصطلح " ضمان عينى "

(١٤) عبارة " تاريخ انتهاء الحق
فى السحب "



يكون للمصطلحات والعبارات التالية ، كلما تم استخدامها فسي
هذه الشروط العامة ، المعاني الصينة بعد ، وذلك مالم يقتض السياق تفسيراً
آخر :

- (١) مصطلح " مصرف " يعني المصرف العربي للتنمية الاقتصادية
الاقتصادية في افريقيا ؛
- (٢) عبارة " اتفاقية قرض " تعنى اتفاقية القرض ، حسبما تعدل
عند الاقتضاء ، التى تنطبق عليها هذه
الشروط العامة . وتعنى أيضا هذه
الشروط العامة حسبما نص على تطبيقها ،
وجميع الاتفاقات المكملة لاتفاقية القرض
وكافة ملاحق هذه الاتفاقية ؛
- (٣) مصطلح " قرض " يعنى القرض موضوع اتفاقية القرض ؛
- (٤) مصطلح " دولة مقترضة " أو " مقترض " يعنى طرف اتفاقية القرض الذى يقدم
له القرض ؛
- (٥) عبارة " اتفاقية ضمان " تعنى الاتفاقية المعقودة لضمان القرض
بين المصرف ودولة أو أية هيئة ،
حسبما تعدل عند الاقتضاء ، والتى تنطبق
عليها هذه الشروط العامة . وتعنى
أيضا هذه الشروط العامة حسبما نص
على تطبيقها ، وجميع الاتفاقات المكملة
لاتفاقية الضمان وكافة ملاحق هذه
الاتفاقية ؛
- (٦) مصطلح " دولة ضامنة " أو " ضامن " يعنى الدولة أو الهيئة التى تكون
طرفاً فى اتفاقية الضمان ؛
- مصطلح " دولار " والرميز "\$ " يعنىان عملة الولايات المتحدة الأمريكية ؛



الموضوع	رقم المادة
٧ سحب أموال القرض واستخدامها	مادة (٥)
٧ السحب من حساب القرض	البند ١/٥
٧ التعهدات الخاصة من جانب المصارف	البند ٢/٥
٨ طلب السحب أو التعهد الخاص	البند ٣/٥
٨ الأدلة المؤقتة	البند ٤/٥
٨ كفاية الطلبات وما يقدم من مستندات تدعيمها لها	البند ٥/٥
٨ تخصيص أموال القرض والحصول على السلف	البند ٦/٥
٩ تخصيص السلف	البند ٧/٥
٩ دفع المصرف للمبالغ المسحوبة	البند ٨/٥
٩ مرتبة أولوية القرض - الضرائب والقيود	مادة (٦)
٩ حصانات المصارف وامتيازات	البند ١/٦
٩ مرتبة أولوية القرض	البند ٢/٦
١٠ الضرائب	البند ٣/٦
١١ القيود	البند ٤/٦
١١ حصانات المصارف وامتيازات	مادة (٧)
١١ التعاون وتبادل المعلومات	البند ١/٧
١٢ الألفاء - الأيقاف	مادة (٨)
١٢ الألفاء من جانب المقترض	البند ١/٨
١٢ الأيقاف من جانب المصارف	البند ٢/٨
١٣ الألفاء من جانب المصارف	البند ٣/٨
١٤ أثر الألفاء أو الأيقاف من جانب المصارف	البند ٤/٨
١٤ على المبالغ موضوع التعهد الخاص	البند ٥/٨
١٤ أثر الألفاء على أقساط سداد القرض	مادة (٩)
١٤ تعجيل الاستحقاق قبل حلول الأجل	البند ١/٩
١٤ أحوال تعجيل الأقساط	



(١)

الشروط العامة
لاتفاقيات القروض والضمان

قائمة المحتويات

=====

الصفحة	الموضوع	رقم المادة
١	تطبيق الشروط العامة	مادة (١)
١	تطبيق الشروط العامة على اتفاقيات القروض والضمان	البند ١/١
١	التعارض مع اتفاقيات القروض والضمان	البند ٢/١
٢	تعريف	مادة (٢)
٢	تعريف	البند ١/٢
٤	الاحالة	البند ٢/٢
٤	متساويين المتساويين والبنود	البند ٣/٢
٤	حساب القرض - الفوائد والتكاليف الاخرى -	مادة (٣)
٤	السداد - مكنان الوفاء	البند ١/٣
٤	حساب القرض	البند ٢/٣
٤	الفوائد	البند ٣/٣
٥	تكلفة الالتزام الاضمان	البند ٤/٣
٥	تكلفة الالتزام الاضمان	البند ٥/٣
٥	حساب الفوائد والتكاليف	البند ٦/٣
٥	السداد	البند ٧/٣
٥	مكنان الوفاء	
٦	أحكام خاصة بالعملية	مادة (٤)
٦	العملة التي تتم بها العمليات	البند ١/٤
٦	تحديد قيمة العمليات	البند ٢/٤



رقم المادة	الموضوع	المنسب
مادة (١٠)	القوة الملزمة لاتفاقية القرض واتفاقية الضمان - القعود عن ممارسة الحق - التحكيم	١٦
البند ١/١٠	نفاذ أحكام اتفاقية القرض واتفاقية الضمان بعد الايقاف أو الانهاء أو تعجيل الاستحقاق	١٦
البند ٢/١٠	القوة الملزمة	١٦
البند ٣/١٠	القعود عن ممارسة الحق	١٦
البند ٤/١٠	التحكيم	١٧
مادة (١١)	أحكام متنوعة	١٩
البند ١/١١	الخطأارات والطلبات	١٩
البند ٢/١١	الأدلة المثبتة لصلاحيه التصرف نيابة	١٩
البند ٣/١١	عن المقترض والضامن تمثيل المقترض أو الضامن	١٩
مادة (١٢)	تاريخ النفاذ - الانتهاء	٢٠
البند ١/١٢	الشروط السابقة على نفاذ اتفاقية القرض واتفاقية الضمان	٢٠
البند ٢/١٢	الفتاوى القانونية أو الشبهات	٢٠
البند ٣/١٢	تاريخ النفاذ	٢١
البند ٤/١٢	انتهاء اتفاقية القرض واتفاقية الضمان لعدم النفاذ	٢١
البند ٥/١٢	انتهاء اتفاقية القرض واتفاقية الضمان بتمام السداد	٢٢



الشروط العامة
لاتفاقيات القروض والضمان

بتاريخ ٢٨ أكتوبر ١٩٧٩

[مادة ١]

تطبيق الشروط العامة

البند ١/١ تطبيق الشروط العامة على اتفاقيات القروض والضمان

تتضمن هذه الشروط العامة الاحكام التى تطبق على القروض التى يمنحها المصرف ، وتطبق على جميع اتفاقيات القروض واتفاقيات الضمان التى تعقد بمناسبة القروض المشار اليها ، وذلك فى النطاق المنصوص عليه فى هذه الاتفاقيات ومع مراعاة ما تنص عليه من تعديلات ، ولا تطبق مع ذلك أحكام هذه الشروط العامة بالقدر الذى تشير فيه الى " الدولة الضامنة " و " الضامن " و " اتفاقية الضمان " متى كان القرض منوها الى احسنى الدول .

البند ٢/١ التعارض مع اتفاقيات القروض والضمان

يفلب أى حكم وارد فى اتفاقية قرض أو فى اتفاقية ضمان - حسب الحال - فى حالة تعارضه مع حكم من أحكام هذه الشروط العامة .

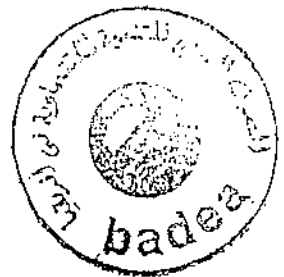


المكتب العربي للتربية

في أدبيات

الشروط العامة
لائحة الشروط والضمائم
=====

٢٨ أكتوبر ١٩٧٩



الشروط المالية وإجراءات السحب والتحويل(أ) الشروط المالية للقروض الفرعية:

- سعر الفائدة: الحد الأقصى 10.2% سنوياً،
- المدة: من 3 إلى 10 سنوات،
- فترة السماح: من 1 إلى 3 سنوات.

(ب) إجراءات السحب لأموال القرض الإئتماني:

يرسل المقرض للمصرف مباشرة، عند دخول إتفاقية القرض حيز النفاذ أسماء الأشخاص المخولين بتوقيع طلبات السحب من القرض الإئتماني وصفاتهم مرفوقاً بنماذج توقيعاتهم. بعد المصادقة على المشروع المؤهل واستيفاء كافة شروط السحب، يتقدم المقرض بطلب سحب موقع من طرف السلطة المخولة بذلك ومرفق بمستندات السحب اللازمة إلى المصرف. يقوم المصرف بفحص طلب السحب، بالسرعة المطلوبة، وتحويل المبالغ المبررة السداد.

(ج) تحصيل القروض الفرعية:

سيتم تحصيل المبالغ المستحقة بموجب كل قرض فرعي وفقاً لإجراءات المقرض. ويتحمل المقرض كامل المسؤولية إتجاه أي إخلال في سداد القروض الفرعية، ولا يتحمل المصرف أية مسؤولية في ذلك.



ملحق "2"وصف القرض الإئتماني(1) الأهداف:

يهدف المشروع إلى المساهمة في ترقية و تنمية القطاع الخاص في الدول الثمانية الأعضاء في الإتحاد الإقتصادي والنقدي لدول غرب إفريقيا، وسيمكن المقرض من الحصول على موارد جديدة تمكنه من مواجهة طلبات التمويل التي تقدمها مؤسسات القطاع الخاص، مما سيعاظم في خفض البطالة وتحسين الظروف المعيشية للسكان.

(2) مسؤولية إدارة القرض الإئتماني:

سوف يكون المقرض مسؤولاً عن إدارة موارد القرض ويعمل بهذا الصدد على احترام النصوص والإجراءات المطبقة على عملياته التمويلية. ستكون إدارة تعبئة الموارد و الخزينة التابعة للمقرض هي المسؤولة عن إدارة القرض، وسوف تعمل هذه الإدارة على تخصيص موارد القرض للمشاريع المؤهلة وذلك بالتنسيق مع قطاعات وإدارات المقرض المعنية.

(3) تخصيص القرض الإئتماني:

ستخصص موارد القرض للتمويل المباشر للمشاريع في القطاعات المستفيدة. سيكون مبلغ كل قرض فرعي تمت الموافقة عليه ثلاثة ملايين دولار كحد أدنى وعشرة ملايين دولار كحد أقصى وعلى أن لا يتجاوز 50 % من تكلفة المشروع الإجمالية.

سيتم اختيار المشاريع المؤهلة للتمويل بالتنسيق بين المصرف والمقرض.



ملحق '1'جدول السدادقرض ائتماني لتمويل مشاريع القطاع الخاصفي منظمة الاتحاد الاقتصادي و النقدي لدول غرب إفريقيا

<u>الأقساط</u>	<u>سداد أصل القرض</u> <u>(مبنيًا بالدولارات)</u>
1.	746.000.00
2.	761.000.00
3.	776.000.00
4.	791.000.00
5.	807.000.00
6.	823.000.00
7.	840.000.00
8.	856.000.00
9.	874.000.00
10.	891.000.00
11.	909.000.00
12.	926.000.00



وإثباتاً لما تقدم، قام طرفا هذه الاتفاقية، بواسطة ممثليهما المفوضين لهذا الغرض تفويضاً صحيحاً، بالتوقيع على هذه الاتفاقية في لومي في اليوم والشهر والسنة المبينين آنفاً.

وقد حررت هذه الاتفاقية من نسختين بالعربية والفرنسية، والنص الفرنسي مطابق للنص العربي، والنص العربي وحده هو النص الرسمي.

المصرف العربي للتنمية الاقتصادية

فني إفريقيا



بنك غريب إفريقيا للتنمية

[Handwritten signature]

کریستیان آدوفو لاشا

الرئيس

مادة (7)تمثيل المقترض - العناوين

البند 17 يكون رئيس بنك غرب إفريقيا للتنمية أو أى شخص يختاره، هو ممثل المقترض لأغراض تطبيق البند (11ر3) من الشروط العامة.

البند (27) تم تعيين العناوين التالية لأغراض تطبيق البند (11ر1) من الشروط العامة.

بالنسبة إلى المصرف

المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا

ص.ب. رقم 2640

الخرطوم 11111 - جمهورية السودان

هاتف : 773709 / 773646 (249-183)

فاكس : 770600 أو 770498 (249183)

بريد إلكتروني : badea@badea.org

بالنسبة إلى المقترض

بنك غرب إفريقيا للتنمية

68 شارع الحرية

ص ب 1172 لومي

لومي - الجمهورية التوجولية

هاتف : 22 21 59 06 / 22 21 42 44 (+228)

فاكس : 22 21 52 67 / 22 21 72 69 (+228)

بريد إلكتروني : badsiege@boad.org



مادة (6)

تاريخ النفاذ - الالتزام

البند 1.6 تم تعيين الشرط التالي كشرط إضافي لشروط نفاذ إتفاقية القرض وذلك طبقا للبند (12ر1) (ب) من الشروط العامة:

- أنه قد تمت الموافقة على إتفاقية القرض من طرف مجلس إدارة المقترض.

البند 2.6 تدخل إتفاقية القرض هذه حيز النفاذ، في التاريخ الذي يرسل فيه المصرف إلى المقترض برسالة إلكترونية أو فاكس، إخطارا بقبوله الأدلة المقدمة وفقا للبند (12ر1) من الشروط العامة.

البند 3.6 تم تعيين 31 مارس 2014 لأغراض تطبيق البند (12ر4) من الشروط العامة.



مادة (5)

الإيقاف وتحويل الاستحقاق قبل حلول الأجل

البند 1 كـ تم أيضاً تعيين الوقائع المبينة بعد لأغراض تطبيق البند (28) من الشروط العامة وذلك وفقاً لأحكام الفقرة (1. ز) منه:

- (أ) حدوث تقصير من ناحية المقرض في الوفاء بأي تعهد بموجب اتفاقية القرض هذه.
- (ب) نشوء وضع غير عادي يجعل من غير المحتمل قيام المقرض بتنفيذ التزاماته المضمنة بهذه الاتفاقية.
- (ج) حدوث تغيير مؤثر على الإجراءات أو السياسات الخاصة بعمليات أو تسيير المقرض، يحتمل أن يكون له إنعكاس سلبي ملموس على قدرة المقرض على تسيير القرض الإئتماني.
- (د) اتخاذ المقرض أو أي سلطة أخرى مختصة أي إجراء لأجل تصفية المقرض أو إيقاف عملياته.

البند 2 كـ تم تعيين الوقائع المبينة بعد لأغراض تطبيق البند (19) من الشروط العامة وذلك وفقاً لأحكام الفقرة (ز) منه.

- (أ) إذا حدثت الواقعة المبينة في الفقرات (أ) و (ب) من البند (1 كـ) من هذه الاتفاقية واستمرت لمدة 60 يوماً بعد قيام المصرف بإخطار المقرض بذلك.
- (ب) حالة حدوث أي من الوقائع المبينة في الفقرات (ج) و (د) من البند (1 كـ) من هذه الاتفاقية.

البند 3 كـ في الحالة التي يوقف فيها حق المقرض في إجراء سحبيات من أموال القرض بالنسبة إلى أي مبلغ منه خلال 30 يوماً متتالية فإنه يجوز للمصرف أن يعلن للمقرض بطريق إخطار إنهاء حقه في إجراء سحبيات من أموال القرض بمقتضى هذا المبلغ واعتباراً من ذلك الإخطار يعتبر ذلك المبلغ ملغياً.



مادة (4)

أحكام خاصة

البند 1.4 يلتزم المقرض بأن يتم استخدام موارد القرض لمنح قروض فرعية لتمويل مشاريع مصادق عليها طبقاً لأحكام هذه الإتفاقية.

البند 2.4 يقوم المقرض بإخطار المصرف بأي إجراء مرتقب قد يكون من أثره الإخلال بطبيعة أو إدارة المقرض، أو من شأنه أن يعدل بصفة جوهرية من سياسة تدخله، و يتيح المقرض كل إمكانية معقولة للمصرف للتبادل وجهات النظر، فيما يخص القرض موضوع هذه الإتفاقية، قبل اتخاذ الإجراء المشار إليه.

البند 3.4 يتعهد المقرض، مابقيت التزاماته بمقتضى هذه الاتفاقية قائمة بالالتزام بحدود عملياته والقواعد المتعلقة بتسيير المخاطر وكذلك نسب الإحتراس المالي والمحاسبى المضمنة في النصوص المنظمة لنشاطات المقرض .

البند 4.4 لا يقوم المقرض بسداد أي دين في ذمته قبل أجل إستحقاقه إذا كان هذا السداد المعجل من شأنه، حسب تقدير المصرف، التأثير على قدرة المقرض في الوفاء بالتزاماته المالية.

البند 5.4 يتعهد المقرض بأن يطبق على القروض الفرعية الشروط والإجراءات المنصوص عليها في الملحق 3 لهذه الإتفاقية.

البند 6.4 يتعهد المقرض بأن لا يعدل أحكام الإتفاقيات الخاصة بالقروض الفرعية ما لم يحصل على الموافقة المسبقة للمصرف.

البند 7.4 يتعهد المقرض بتقديم كافة الوثائق والمعلومات، التي يطلبها المصرف بصورة معقولة، عن تمويل وتنفيذ المشاريع ونشاط المستفيدين النهائيين ووضعيتهم المالية كما يحيط المقرض بالمصرف علماً بكل حدث أو أمر من شأنه التأثير سلباً على وفاءه بالتزاماته بمقتضى هذه الإتفاقية. ويزود المقرض المصرف خصوصاً بمايلي: (أ) تقارير دورية ربع سنوية و سنوية عن تخصيص القرض الإئتماني؛ (ب) تقرير تدقيق سنوي عن الجوانب المحاسبية والفنية والإقتصادية والمالية لتسيير موارد القرض و(ج) تقرير ختامي، في أجل أقصاه خمسة وأربعين يوماً من تاريخ انتهاء السحب من القرض، حول استخدام موارد القرض وتحقيق أهدافه.



5. أن يتفقد منفرداً أو بالاشتراك مع ممثلي المصرف ، إذا طلب المصرف ذلك، السنع المشار إليها وكذلك مواقع العمل والأشغال والمصانع والمباني التي يتضمنها المشروع ، واستغلالها ، وأية مستندات أو سجلات تتعلق بما تقدم؛
6. أن يوقف، أو أن ينهى حقوق صاحب المشروع في استخدام أموال القرض في حالة إخلال صاحب المشروع بأي من التزاماته بمقتضى العقد المبرم مع المقرض.

- (ب) يعمل المقرض على أن يمارس حقوقه المتعلقة بكل مشروع بطريقة تكفل حماية مصالح المصرف والمقرض وتحقق أهداف المشروع؛
- (ج) يعرض المقرض على المصرف مسبقاً، للموافقة، أي تعديل مهم يرغب في إدخاله على شروط أي قرض فرعي تمت الموافقة عليه.

المادة 5 لا يمكن للمقرض أن يحتج حيال المصرف بأي إخلال من المستفيد النهائي بالتزاماته.



مادة (3)

تنفيذ المشروع

البند 1.3 تكون مسؤولية المقرض كاملة عن حسن تخصيص موارد القرض، ويسهر لهذا الغرض، عند منح القروض الفرعية، على إحترام القواعد والإجراءات المطبقة على عملياته.

البند 2.3 يجب أن تتوفر في المشاريع المؤهلة و المقترحة للتمويل بواسطة القرض المعايير المطلوبة في المشاريع الممولة من طرف المقرض. ويخضع استئباط هذه المشاريع وإعدادها وتقييمها ومتابعة تنفيذها للإجراءات المطبقة على عمليات المقرض.

البند 3.3 يجب فحص واختيار المشاريع المقدمة للتمويل من أموال القرض حسب إجراءات المقرض وأن يتم التأكد من صلاحيتها الفنية وجدواها المالية وبعد دراسة إيجابية النتائج للمخاطر المتعلقة بتمويلها. ويتم عرض المشاريع المختارة على هذا النحو للموافقة المسبقة للمصرف.

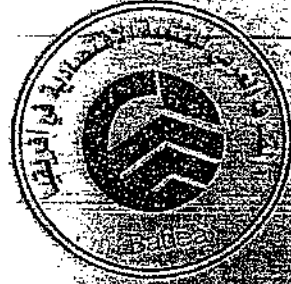
البند 4.3 (أ) يتعهد المقرض، ما لم يوافق المصرف على غير ذلك، بأن يتم منح القروض الفرعية بشروط تضمن حصول المقرض، بمقتضى عقد مكتوب أو بمقتضى أي وسيلة قانونية أخرى مناسبة، على حقوق كافية لحماية مصالح المصرف والمقرض، وخاصة حق المقرض في:

1. أن يلتزم المستفيد النهائي بتنفيذ المشروع علي الشكل الذي تم الإتفاق عليه مع المقرض؛

2. استخدام القرض الفرعي حصرياً لأغراض تنفيذ المشروع؛

3. أن يلتزم المستفيد النهائي بتنفيذ المشروع وإدارته بالعناية والفاعلية الواجبتين طبقاً لأساليب فنية ومالية وإدارية ملائمة، وبإمسالك الدفاتر المحاسبية الضرورية لذلك؛

4. أن يلزم المستفيد النهائي (أ) بأن يكون الحصول على السلع والخدمات الممولة بواسطة أموال القرض بسعر مناسب، مع مراعاة العوامل الأخرى المتعلقة بها مثل موعد التسليم وفعالية السلع وكفاءة تشغيلها ووجود خدمة للصيانة وقطع الغيار اللازمة لهذه السلع، وفي حالة الخدمات، نوعية هذه الخدمات وكفاءة الأشخاص الذين يقدمونها؛ و (ب) بأن يتم تخصيص هذه السلع والخدمات فقط لتنفيذ المشروع؛



البند 4.2 يكون تاريخ انتهاء الحق في السحب هو 31 مارس 2016 أو أي تاريخ آخر لاحق يحدده المصرف، ويخطر به المقرض في أقرب الآجال.

البند 5.2 يدفع المقرض فوائد بسعر أربعة في المائة (4%) سنوياً على مبلغ القرض المسحوب وغير المسدد بعد.

البند 6.2 تُدفع الفوائد والتكاليف المحتملة كل ستة أشهر وتحدد تواريخ الدفع على أساس اليوم الأول من الشهر الذي يلي أول سحب من حساب القرض.

البند 7.2 يسدد المقرض أصل القرض على 12 قسطاً نصف سنوي حسب ما هو مبين بالملحق "1" لهذه الاتفاقية، بعد فترة سماح مدتها 4 سنوات تبدأ اعتباراً من أول الشهر الذي يلي أول سحب من حساب القرض.



مادة (2)القرض

البند 1.2 يوافق المصرف على إقراض المقترض، بالشروط المنصوص عليها في هذه الاتفاقية أو المشار إليها فيها، مبلغ عشرة ملايين دولار (\$ 10 000 000)؛

البند 2.2 (أ) يجوز للمقترض أن يسحب مبالغ من القرض، طبقاً لأحكام هذه الاتفاقية، لسداد التكلفة المعقولة التي صرفت أو إذا وافق المصرف، التي ستصرف للحصول على السلع والخدمات الممولة في إطار قرض فرعي وافق عليه المصرف وطبقاً للاتفاقية الخاصة بهذا القرض الفرعي؛

(ب) ما لم يوافق المصرف على غير ذلك، لا يتم أي سحب بمقتضى القرض الفرعي، لمقابلة أية مصروفات (i) سابقة على تاريخ توقيع هذه الاتفاقية أو (ii) تم الالتزام بها في تاريخ يسبق بأكثر من تسعين يوماً التاريخ الذي تسلم فيه المصرف الطلب والمعلومات المطلوبة طبقاً لأحكام البند 3.2 من هذه الاتفاقية الخاصة بالقرض الفرعي موضوع طلب السحب.

البند 3.2 يقدم المقترض إلى المصرف عندما يطلب موافقته على قرض فرعي، طلباً مكتسباً الشكل الذي يعده المصرف مرضياً، متضمناً:

1. وصف لصاحب المشروع مع تقييم للمشروع، يتضمن بياناً للتكلفة المراد تمويلها بالقرض الفرعي؛
2. الشروط المقترحة للقرض الفرعي مع جدول السداد الخاص بالقرض الفرعي؛
3. ملف يتضمن المعلومات الفنية والمالية والإقتصادية التي من شأنها تمكين المصرف من تقييم المشروع و صاحب المشروع و القرض الفرعي؛
4. وثائق تحليل المشروع المنجزة من المقترض ودراسات الجدوى والتوقعات الخاصة به والمقدمة من صاحب المشروع؛
5. إذا اقتضى الأمر، ويطلب من المصرف، دراسة لأثر المشروع على البيئة منجزة من استشاري مستقل؛

أي معلومة أو وثيقة أخرى يطلبها المصرف بصورة معقولة.



مادة (1)

الشروط العامة - تعريفات

البند 1 يقبل طرفا هذه الاتفاقية جميع أحكام الشروط العامة لاتفاقيات القروض والضمان الخاصة بالمصرف المرفقة والمؤرخة 28 أكتوبر 1979، وذلك حسبما هي معطلة في تاريخ هذه الاتفاقية، (المسماة فيما بعد الشروط العامة)، مع الإقرار لها بنفس القوة وذات الآثار التي تكون لها لو كانت قد أدمجت في هذه الاتفاقية.

البند 2 يكون للمصطلحات والعبارات المعروفة في الشروط العامة وفي ديباجة هذه الاتفاقية، كلما تم استخدامها في هذه الاتفاقية، المعاني الواردة في الشروط العامة وفي التمهيد، وذلك ما لم يقتض السياق تفسيراً آخر. ويكون بالإضافة إلى ذلك، للعبارات المبينة بعد المعاني الموضحة قرين كل واحدة منها:

(أ) القطاعات المستفيدة" تعني كافة القطاعات الإقتصادية ماعدا السياحة والتجارة والقطاع العقاري؛

(ب) "أصحاب المشاريع" تعني الخواص من أصحاب المشاريع المشمولة ضمن القطاعات المستفيدة ؛

(ج) "المشاريع المؤهلة" تعني المشاريع العائدة ملكيتها بصفة جوهرية لمواطنين من دول الإتحاد أو لشركات خاصة أو مختلطة إفريقية أو عربية-إفريقية و يطلب أصحاب المشاريع تمويلها وتستجيب لمعايير التأهيل المبينة في هذه الاتفاقية أو المشار إليها فيها. ويستثنى من المشاريع المؤهلة للتمويل مشاريع تربية الخزائير وإنتاج وتوزيع منتجاتها وإنتاج وتوزيع المشروبات الكحولية؛

(د) "قرض فرعي" يعني القرض الذي يمنحه المقرض لصاحب مشروع ؛

(هـ) "المستفيد النهائي" يعني كل صاحب مشروع مستفيد من قرض فرعي.



اتفاقية قرض

اتفاقية قرض إئتماني بتاريخ نوفمبر 2013 بين المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا (المسمى فيما بعد "المصرف")

و

بنك غرب إفريقيا للتنمية، مؤسسة مالية للإتحاد الاقتصادي و النقدي لدول غرب إفريقيا ، الكائن مقره الرئيسي بلومى (الجمهورية التوجولية) (المسمى فيما بعد المقرض)

ويشار إليهما فيما بعد مجتمعين بـ "الطرفين"؛

(أ) نظراً لأن هدف المصرف هو دعم التنمية الاقتصادية الإفريقية في إطار من التضامن والمصلحة المتبادلة وبالتالي تقوية الروابط التي تجمع بين الدول الإفريقية والأمة العربية؛

(ب) وبما أن المقرض مؤسسة مالية دولية، هدفها دعم التنمية المتوازنة للدول الأعضاء و المساهمة في تحقيق الاندماج الاقتصادي في غرب إفريقيا؛

(ج) وبما أن البلدان الأعضاء في الإتحاد هي أيضا بلدان مؤهلة للاستفادة من عون المصرف؛

(د) وبما أن المقرض قد طلب من المصرف منحه قرضا إئتمانيا لزيادة قدرته التمويلية؛

(هـ) وبما أن الطرفين قد اتفقا على تخصيص موارد القرض الإئتماني المذكور لتمويل المشاريع المقدمة للتمويل من طرف الفاعلين الخواص في دول الإتحاد.

(و) وبما أن المصرف، نظراً لما تقدم، قد وافق على منح المقرض قرضا بالشروط المنصوص عليها في هذه الاتفاقية.

فقد اتفق طرفا هذه الاتفاقية على مايلي:



اتفاقية

قرض إئتماني لتمويل مشاريع بالقطاع الخاص
في منطقة الاتحاد الاقتصادي والنقدي لدول غرب إفريقيا

بين

المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا

و

بنك غرب إفريقيا للتنمية

بتاريخ ... 13/11 نوفمبر 2013

